

Le MRP vous parle!

Bulletin de liaison n°24 – Avril-Mai 2019
133 bis rue de l'Université-75007 - email : amicalemrp@laposte.net
Site historique : www.amicalemrp.org

La campagne européenne vue de... Normandie

Entre deux averses, ou deux éclaircies, tandis que les enfants s'amuse sur la plage, que leurs parents vaquent à leurs occupations, les élections européennes, maintenant si proches, semblent encore lointaines. Là-bas, à Paris, un jeune Président s'agite, une quinquagénaire blonde s'époumone, accompagné d'un grand adolescent au verbe haut, un homme mûr rêve de ses vingt ans et veut refaire la révolution, un jeune moine-soldat tente de rameuter ses troupes et derrière la cohorte de tête quelques opportunistes s'incrument, avides de places. Nous parlent-ils du beau rêve européen de Robert Schuman et de Jean Monnet, de Konrad Adenauer et de Jacques Delors ?

Bien peu. Il faut tendre l'oreille. Où sont passés le souffle, l'espérance des premières campagnes, de celle de Simone Veil en 1989 ? Certains voudraient aujourd'hui nous faire le coup du chantage : "Moi ou le chaos" disait jadis le général de Gaulle, "Nous ou... le Rassemblement national" répète-t-on. Mais personne ne veut se voir enfermer dans un tel choix. En Normandie, la vie continue. Tandis que les derniers gilets jaunes, sur les ronds-points, traînent leur colère et leur désespérance, la campagne européenne se déroule dans une morne indifférence. Prémices d'un taux d'abstention important, tel qu'annoncé par les sondes ?

Et les élus me direz-vous. Certains, prudemment, suivent Hervé Morin, le président du Conseil régional, Jean-Léonce Dupont, le président du Conseil départemental du Calvados, Philippe Bas, le sénateur de la Manche, Catherine Morin-Desailly, la sénatrice de la Seine-Maritime, tous issus de l'UDF ancienne, celle du temps où nous étions si nombreux, et unis. Ils sont derrière François Xavier Bellamy. D'autres se disent que Jean-Christophe Lagarde est le seul à défendre une liste uniquement centriste. Les soutiens de Nathalie Loiseau, quant à eux, se font bien discrets.

Et moi, au seuil d'une vie militante de plus de quarante et un ans au service de la démocratie sociale d'inspiration chrétienne, j'observe avec tristesse notre famille centriste éclatée, divisée, dispersée... même sur cette Europe qui nous tient tant à cœur. Le soleil se couche sur la Normandie de Jean Lecanuet... et sur le centre.

Albert Kalaydjian
12 mai 2019

“Nous vivons un moment incroyable. Le premier enjeu est intérieur: avec l’effondrement des forces politiques qui avaient exercé le monopole du pouvoir depuis soixante ans, un changement inédit de la politique française est intervenu, un changement probablement sans précédent depuis 1958.

Après le grand débat, un deuxième acte de ce changement, encore plus ambitieux, est maintenant annoncé. Et le deuxième enjeu est européen: cette fois, ce qui n’a jamais été le cas, la question n’est plus celle de la forme que doit prendre l’Europe, mais purement et simplement celle de la survie de l’Union européenne. L’Europe doit-elle être une résistance face aux puissances immenses qui veulent la soumettre, ou doit-elle plier? Sur chacun de ces deux enjeux, intérieur et européen, le président de la République est le principe mobilisateur: il faut donc serrer les rangs autour de lui. ”

François Bayrou , entretien Le Figaro 17 mai 2019

Drôle de campagne ! Ou morne campagne ! Où est passée l’Europe ?

Jamais campagne électorale ne fut perturbée comme cette campagne pour l’élection du Parlement Européen .C’est une élection qui traditionnellement connaît des records d’abstention. Six mois de manifestations des Gilets Jaunes, ponctuées d’émeutes bruyantes et destructrices certains samedis, ont alourdi le paysage politique. Le débat national qui s’ensuivit au fil des semaines devait apporter des solutions aux aspirations légitimes de nos concitoyens qui se reconnaissaient dans ce mouvement.

Le 15 avril, à l’heure où le président Macron était sur le point de dévoiler des conclusions tant attendues, c’est l’incendie de Notre Dame de Paris qui envahit les écrans et le cœur des Français d’une tristesse unanime. Pour les croyants et incroyants, ce fut un choc terrible qui toucha le monde entier ! Posée au cœur de la capitale depuis plus de 850 ans, sereine, solide avec ses deux tours et sa flèche audacieuse, elle n’était pas seulement une carte postale pour touristes. Aux premières flammes la peur a envahi chacun de nous, comme si tout un pays avait compris que cette cathédrale abritait notre âme collective. Indestructible, elle avait bravé tant de siècles avec les guerres, les crises religieuses, les intempéries. Cet incendie a été un été choc car il a touché un repaire fiable, c’est pourquoi tant de parisiens se sont déplacés pour voir de leurs yeux ce qui n’était pas croyable. Un spécialiste des émotions écrivait : *si Notre Dame peut disparaître, cela nous renvoie à l’idée que tout peut disparaître : les parents, la démocratie, la Terre...On n’est jamais émus pour rien.*

Notre Dame des larmes, Notre Dame notre Histoire, Notre Dame du chagrin, Notre Ame de Paris ! Le coeur en cendresTitrait la presse. Stupéfaction, larmes, questions et prières, millions d’Euros, reconstruction à l’identique ou revisitée avec les techniques modernes ? Le débat est loin d’être clôt. Chaque français se sent une âme d’architecte. Notre Dame est bien plus qu’un bâtiment historique. Il faut la réparer tout comme notre Eglise qui a été très ébranlée ces derniers mois par une crise sans précédent.

Et l’Europe ? Au moment où la dernière ligne droite commence, deux vaillants militaires meurent en héros sur la terre africaine pour sauver deux vacanciers imprudents .Aux Invalides, la France serre les rangs. Devant des familles foudroyées de chagrin mais dignes, Emmanuel Macron a présidé une cérémonie d’hommage, vibrante d’émotion. *“La mission était périlleuse, mais nécessaire car la France n’abandonne jamais ses enfants*

Et l’Europe ? Le 26 mai ? 34 listes ! Alors que 4 ou 6 suffiraient pour élire des reconSTRUCTEURS de ‘Europe, malmenée elle aussi ces derniers mois par les démolisseurs qui ont pour but suprême de battre le Président Français Lui qui depuis 2 ans s’est montré le plus européen, le plus constructif , conscient qu’il est , qu’il faut redonner du souffle et du dynamisme à cette Europe de Robert Schuman , Jean Monnet , Alcide De Gasperi , Jacques Delors et des milliers de militants qui ont contribué à sa construction depuis le 9 mai 1945 .

AM Catherin

SOMMAIRE

Assemblée générale de l'Amicale page 3,4,5,6

Livre de Jean Marie Vanlerenberghe page 7

Centenaire D'André DILIGENT exposé de l'historien Jean Marc Guislin page 7 – 31

Les morts de la rue page 32 et la réponse de l'Europe Page 33

Assemblée générale de l'Amicale du 13 mars 2019

Notre assemblée s'est tenue le 13 mars 2019 en présence d'une vingtaine de nos membres, sous la présidence de Pierre Méhaignerie.

Anne-Marie Catherin, secrétaire générale de l'amicale, souhaite la bienvenue aux présents. Nous avons reçu 45 procurations de nos amis de province et même de Paris qui ne peuvent se déplacer. Nous sommes une association d'anciens, qui vieillissent ou qui disparaissent ... plusieurs de nos amis nous font part de leur problème de santé qui les empêche de venir, mais ils sont toujours passionnés de politique, et beaucoup regrettent de ne pas être avec nous. L'un d'eux m'a dit : avec Méhaignerie, Bayrou et Barrot, c'est le MRP qui continue et il doit pouvoir influencer la politique actuelle.

Nous sommes heureux d'être bien accueillis, ici, merci le Modem. La rénovation de la belle salle Jean Lecanuet permettra la tenue de bons débats en cette année d'élection européenne.

Pour nous cette année a été un peu difficile pour l'animation de l'amicale. Nous avons réussi à sortir 2 bulletins de liaison, et avons eu 3 réunions de comité directeur. Notre président est très occupé, et personnellement j'ai eu encore des soucis de santé qui m'ont handicapée. Bruno Coiraton toujours fidèle et organisé est toujours présent et actif et je le remercie pour son aide précieuse. Je remercie également Gilles Bossy pour sa disponibilité et pour son écriture.

Il y a un an nous pensions pouvoir rencontrer les députés du Modem pour voir avec eux comment ils influencent la politique majoritaire.

Nous nous réjouissons d'avoir avec nous Jean-Noël Barrot, député modem dans le groupe en Marche, vice-président de la commission des finances, et nouveau secrétaire général du Modem remplaçant Marc Fesneau devenu Ministre des relations avec le parlement. Jean-Noël Barrot est surtout pour nous le fils de Jacques et petit-fils de Noel Barrot.

Dans cette période agitée, il y en a eu d'autres, nous sommes heureux de sa présence. Nous le remercions vivement d'être avec nous et de nous dire comment il vit la vie politique en ce moment de tensions et d'incertitudes. Et comment il voit les élections européennes qui approchent. Merci de débattre avec nous.

Nous avons évoqué nos amis décédés dans l'année que nous avons cités dans le dernier bulletin de liaison.

Nous déplorons le décès en février d'un fidèle adhérent de Vincennes, Jean Pinta, 96 ans, décédé le 26 novembre. Ancien réfractaire au service du STO en 1943. Il s'engagea dans l'armée Rhin et Danube. Adhérent au CDS, il a été Conseiller municipal de Vincennes. Nous assurons son frère Claude de toute notre sympathie.

***Pierre Méhaignerie**, président, nous fait part de sa colère à cause du dernier livre de Philippe de Villiers qui maltraite l'histoire en proclamant des mensonges et des contre-vérités inadmissibles sur les pères de l'Europe. L'assemblée approuve son indignation.*

Il se réjouit de la présence à nos côtés de Jean -Noël Barrot pour engager le dialogue sur la situation politique. Il propose quelques réflexions pour engager le débat.

L'actualité est riche en cette fin d'hiver avec ces épisodes successifs des Gilets jaunes et du grand débat, dont il faudra bien sortir, mais comment ?

Il évoque la situation de l'emploi dans son secteur de Vitré où de nombreuses entreprises tournent au ralenti par manque de compétences. Beaucoup de jeunes ne veulent pas travailler en CDI alors que des emplois stables leur sont proposés. Ils semblent s'accommoder de périodes d'emploi et d'aides sociales.

Le problème du logement est loin d'être résolu, on construit moins, la suppression de la taxe d'habitation pose des questions, comment sera-t-elle compensée ?

La loi hôpital de la ministre de la santé avec la nouvelle organisation territoriale des soins, la transformation du système de santé pose problème dans nos départements.

La loi NOTRe doit être modifiée. Avec cette loi de 2015 la France compte quatre échelons administratifs locaux qui se partagent des compétences : commune, intercommunalité, département et région. Cet empilement des échelons d'administration, les compétences partagées et les financements croisés sont souvent résumés par l'expression "millefeuille territorial". Cette organisation est souvent illisible pour le citoyen et nuit à l'efficacité de l'action publique des territoires.

Enfin Pierre Méhaignerie attire notre attention sur les 1250 agences publiques qui existent en France et qui, pour bon nombre d'entre elles, devraient être supprimées. Leurs missions sont souvent énigmatiques, inutiles et obscures, ce qui accroît la dépense et la complexité.

Jean- Noël Barrot : Il y a bien longtemps qu'on n'avait pas eu l'occasion de contribuer à la vie politique de manière active. Nous sommes centristes et En Marche. Le MODEM est au centre de gravité de la politique. Face aux textes qui nous sont proposés, ce qui nous distingue c'est une manière de travailler. Nous sommes sur une ligne de crête, ni progressistes, ni conservateurs. Nous défendons les valeurs des personnes, des familles, des associations. Nous soutenons la création de la banque de la démocratie, de la mise en place de la proportionnelle.

La sortie du grand débat ? Pour sa part le Modem a contribué au débat par Agoradem.fr la nouvelle plateforme de consultation publique sur les thèmes suivants :

La transition écologique, Le pouvoir d'achat, la fiscalité, les services publics, la démocratie, la transformation de l'Etat, l'Europe. Plus de 2000 contributions ont enrichi le débat.

Nous sommes sensibles aux problèmes des services publics de proximité (hôpitaux, maternités). Nous voyons bien que le tout numérique ne fonctionne pas avec une partie de la population. Il faut tenir compte de la diversité de situations géographiques et personnelles, réorganiser les compétences, laisser plus de liberté aux territoires.

Après les premières conclusions et un premier débat au parlement sans vote, viendront les décisions importantes sur la fiscalité (fusion de la CSG et impôt sur le revenu ?), baisse des impôts ? la fusion des aides...etc.

Le Modem a la volonté de collaborer avec le gouvernement en étant une force de propositions. JN Barrot lui aussi pense que la loi NOTRe est une erreur et qu'elle doit être modifiée. Sur la reconnaissance du vote blanc, il est pour. Dans le débat, discussion sur ce sujet, des avis opposés. Sur la Procréation médicalement assistée (PMA) qui viendra en discussion dans le cadre des Lois de Bioéthique, c'est un sujet très important sur lequel le Modem n'est pas assez documenté donc il n'a pas encore pris position.

Dans un débat, auquel participa un moment François Bayrou, discussion animée autour de la défense de notre conception de la **famille**, noyau dur de nos convictions : nous constatons les familles éclatées, l'augmentation des divorces, la pauvreté des femmes seules avec enfants, les problèmes de logement de ces familles. Autant de situations souvent insolubles pour les collectivités locales, malgré les aides sociales.

Sylvain Tranoy, élu de Cambrai évoque l'incompréhension des gilets jaunes et d'une majeure partie de la population face aux réalités économiques et ce qu'il a constaté en assistant à des réunions de gilets jaunes. L'addition de cette incompréhension et d'une exaspération multiple (chômage excessif, croissance des inégalités, assistanat, plus récemment érosion du pouvoir d'achat élément déclencheur, sentiment que rien ne bouge) forme un cocktail explosif dont sort le rejet et la haine des élites et des politiques, des médias, la revendication du RIC, sentiments exprimés dans les manifestations et sur les réseaux sociaux. Le gouvernement fera certainement de son mieux mais le mécontentement va demeurer. Comment faire prendre conscience à l'opinion publique des réalités économiques, comment la faire muter sur les 35 heures, sur l'ISF (réalité de l'exil fiscal depuis 1982), l'organisation du financement de la sécurité sociale (baisses des cotisations dites abusivement « patronales », étant toujours assimilées, à tort, à des « cadeaux faits aux patrons », alors que ces cotisations sont forcément répercutés sur les prix de vente), pour que la majeure partie de l'opinion adhère aux transformations proposées ou à proposer ?

Notre débat se poursuit sur *la proportionnelle*. Echanges variés, en général nous sommes pour. Mais il en faudrait en 15 % ? 25% serait trop.

Le vote obligatoire fait débat, on est pour, on est contre. En revanche unanimité sur le train de vie de l'Etat : alléger le nombre de fonctionnaires dans des secteurs qui ne touchent ni l'éducation, la santé ou la sécurité. Revoir le rôle et l'utilité du Conseil économique, social et environnemental, ainsi que certaines agences publiques.

Bernard FOSSET exprime son désaccord sur la notion de "*rente immobilière*" aujourd'hui injustement formulée. A l'heure où le débat fait rage autour de "l'I.S.F", on décrète ainsi que, seul le propriétaire immobilier (présumé "rentier" à partir d'un certain seuil) doit supporter le poids de cet impôt dénommé "I.F.I". Mais qu'est-ce qu'une rente? Une rente est un revenu et non un capital. Que l'on taxe un revenu, cela ne choque personne, si revenu il y a, mais taxer un capital inerte, en revanche (précepte socialiste) reste et restera toujours une aberration (on n'a pas oublié le paysan de l'île de Ré, contraint de vendre sa terre pour payer l'impôt ... Vieux débat, en vérité).

Actuellement, l'immobilier supporte déjà 4 taxations:

- à l'achat: droits d'enregistrement ou T.V.A immobilière sur le neuf (les fameux "frais de notaire...)
- chaque année, taxe foncière sur les propriétés bâties ou non bâties (dont on peut prédire une forte augmentation dans un contexte de suppression de la taxe d'habitation)
- à la vente : plus-value immobilière (que d'aucuns parlent même de rétablir sur la résidence principale? Comment alors déménager si on vous ponctionne les fonds nécessaires à l'investissement dans votre nouveau logement ?)
- au décès : droits de succession jusqu'à 45% en ligne directe.

A côté de cela, on trouve normal d'exonérer celui qui place ses "grosses" voire "très grosses" économies en lingots d'or , produits de luxe et même, tout simplement en assurance-vie à fonds euros, ne prenant, par là même, aucun risque financier ...On marche sur la tête : taxons les fourmis mais ... exonérons les cigales! L'immobilier n'est-il pas, après tout, pour ceux qui ont pu y accéder, l'investissement de toute une vie?

A présent, les gilets jaunes et, semble-t-il, une majorité de français, réclameraient le rétablissement pur et simple de l'I.S.F. Dans cette hypothèse, ne suffirait-il pas alors, pour inciter à l'investissement économique, d'exonérer mais sous condition IMPERATIVE de emploi dans des produits à risque (actions, obligations, O.P.C.V.M qui pourraient être parfaitement listés ?

Moralité: on peut toujours chercher à additionner socialisme et "en même temps" libéralisme", la moyenne des 2 ne fera jamais le bon "centriste" ! ...

C'est ce que nous enseignait naguère notre bon vieux M.R.P ... Souvenons-nous!

Elections européennes : on n'a pas eu le temps d'en parler longuement. Jean- Noël Barrot a redit l'importance pour notre famille politique de militer activement pour l'Europe.

Le Modem aura 7 candidats sur les 30 premiers et fera campagne avec la liste Renaissance animée par Nathalie Loiseau qui était ministre chargée des affaires européennes dans le gouvernement depuis juin 2017. .

Le Brexit n'en finit pas de rebondir. A la date du 11 avril, le conseil des ministres européen vient de décider de reporter la fin du Brexit le 31 octobre. Les britanniques vont devoir voter pour les européennes .La France qui devait gagner 5 sièges (de 74 à 79 députés) va devoir revoir la composition de ses listes.

Comité directeur de l'Amicale : l'assemblée a désigné le comité directeur de notre amicale pour 3 ans.

Il se compose de : Gilles Bossy, Josette Buchou, Anne-Marie Catherin, Bruno Coiraton, Emmanuelle Corcellet-Prévost, Bernard Fosset, Jean Houot, Jean Jacques Jegou, Albert Kalaydjian, Pierre Kerlevo, Christiane Lenabour, Pierre Méhaignerie, André Petit, Sylvain Tranoy.

Les comptes annuels de l'amicale ont été vérifiés par Madame Christiane Lenabour, commissaire aux comptes .Elle félicite notre trésorier pour son bon travail. Merci à tous les deux.

A LIRE ABSOLUMENT : LE LIVRE DU SENATEUR Jean Marie VANLERENBERGHE, adhérent de l'Amicale.

Meneur de Jeu, Engelaere Editions, préface de François Bayrou, 249 pages, 16 euros ,
719 rue de Lambres, 59500 Douai

Jean- Marie, ancien maire d'Arras, parlementaire européen et toujours sénateur, nous emmène dans ce livre passionnant dans les coulisses de quelques batailles politiques qu'il a connues depuis plus de cinquante ans. Né à Bully les Mines dans une famille de mineurs, son père résistant contre les nazis, porteur de valeurs chrétiennes et progressistes, était le représentant de la CFTC au service de tous les employés, techniciens et agents de maîtrise des mines. Il se battait pour faire exister la liberté d'expression syndicale face à une CGT en situation de monopole en pays minier. Il se souvient, il avait 9 ans lors de la grande grève de 1948, politisée à l'extrême, avec plusieurs morts, des milliers de blessés, des centaines de mineurs emprisonnés.

Bon élève il fit des études d'ingénieur. « L'engagement politique ? Je ne me suis jamais posé la question il allait de soi ...dans ma famille profondément chrétienne où l'on essayait de vivre pleinement l'Évangile, l'engagement, le service, le partage, l'accueil des autres...était la règle ». En 1962, il participa à une session de formation des jeunes du MRP : sa philosophie, sa dynamique, ses idées nouvelles et généreuses lui plurent immédiatement.

François Bayrou dans la préface du livre écrit, avec Jean Marie *“nous avons toujours cru, à raison, que les convictions qui étaient les nôtres étaient aussi celles de tout notre courant politique, raison pour laquelle nous n'avons jamais cessé d'aimer et courir et de l'animer en refusant les simplismes... seul le pluralisme accepté et souhaité, respectueux de la diversité des opinions et des aspirations, permet de dépasser les petites choses qui nous emprisonnent.”*

Une famille unie, de profondes convictions chrétiennes, sa vie professionnelle, son expérience d'élu de terrain l'ont convaincu de trois urgences : revivifier la démocratie sociale, reconnecter les dirigeants avec le peuple de France, et sauver une Europe en grand danger.

Il donne aussi une réflexion intéressante sur le centrisme, à rassembler, “je travaillerai jusqu'au bout de mes forces au rassemblement de la grande famille des centristes” et sur la crise récente des gilets jaunes.

Proche de Jean Lecanuet, d'André Diligent et de François Bayrou, JM V pratique l'art de l'ouverture et du rassemblement depuis plus de 50 ans.

André DILIGENT

Il aurait eu 100 ans cette année. André DILIGENT !

Né à Roubaix le 10 mai 1919, décédé le 3 février 2002.

Lors d'une journée mémorable organisée par l'association des amis d'André Diligent le vendredi 1er février 2019 au Palais du Luxembourg, des historiens ont creusé les racines d'André Diligent et son œuvre parlementaire. C'était la huitième journée d'étude consacrée à André Diligent, depuis 2012.

André Diligent, homme politique des frontières, tel était le thème de cette session.

En attendant les actes complets qui seront publiés par l'Association des Amis d'André Diligent, nous publions l'exposé de Jean- Marc GUISLIN qui retrace la personnalité originale et attachante de cet ami politique hors du commun. Un moment d'histoire, des convictions fortes, un européen convaincu, le MRP, le Centre. Une étude passionnante de cet universitaire, professeur d'histoire contemporaine à Lille 3, auteur de nombreux livres sur la vie politique dans le Nord .De nombreux documents et notes de l'auteur dans cet article .François Bayrou et Pierre Méhaignerie, ont apporté leur contribution à cette journée, avec plusieurs universitaires et élus.

Les racines et l'épanouissement d'un positionnement politique original

« *Le candide du Sénat* », « *Le primitif flamand* », voilà deux expressions que l'on a souvent trouvées dans la presse pour présenter André Diligent. Elles sont évidemment réductrices et caricaturales. Sans doute l'adjectif « anarcho-chrétien »¹, qu'il utilise lui-même, convient-il mieux car il résume la complexité et l'originalité de cet homme libre et d'ouverture, mais attaché à un certain ordre, de ce catholique volontiers critique à l'encontre de la hiérarchie ecclésiastique et de nombreux coreligionnaires.

Pour mieux connaître cette personnalité remarquable, cet « homme politique avisé et patelin »², seront d'abord évoquées les origines familiales et universitaires de ses convictions, également forgées au temps de la Seconde Guerre mondiale et de la Résistance. Cette expérience formatrice motive son engagement politique, deuxième partie de cette étude qui permettra de constater que la fidélité à ses valeurs et à son parti ne l'empêche nullement d'être parfois audacieux et visionnaire, comme il ressort de ses propositions dans *Les Défis du futur*³ Enfin seront dégagés les éléments-clés de son positionnement - l'humanisme chrétien, l'esprit de tolérance et la volonté de rassemblement, l'enracinement local - qui en font, décidément, un acteur un peu à part sur la scène politique française.

I Les racines⁴

A Le terreau familial et local

André Diligent (AD) est un humaniste chrétien du Nord, en contact avec la misère, les inégalités sociales et la rudesse des conditions de vie.

* **Le catholicisme social.** Sa naissance dans une famille où le catholicisme est résolument social, conformément à l'enseignement de Léon XIII (*Rerum Novarum*, 1891) est fondamentale dans son parcours. Avec Léon XIII, les catholiques sociaux estiment que l'Évangile n'est pas seulement affaire de vie privée, mais tout autant de vie politique et de vie professionnelle. Ils préconisent l'intervention législative de l'État dans le domaine économique et social, reconnaissent l'intérêt de l'arbitrage dans les conflits sociaux, l'utilité du phénomène associatif, le rôle des corps intermédiaires (syndicats, mutuelles) qui permettent d'éviter l'étatisme. Plus que le système capitaliste, ce sont ses dérives et ses abus qui sont condamnés et doivent être corrigés. De même que le catholicisme social entend réconcilier le capital et le travail, de même il entend réconcilier le catholicisme et la République (*Au milieu des sollicitudes* 1892). Ces idées sont notamment promues par...

¹ Coralie Ammeloot, *André Diligent (19199-2002). Paroles vécues*, Préface de René Vandierendonck, Lille, Les lumières de Lille, 2009, p. 97.

² Béatrice Giblin-Delvallet, *La région, territoires politiques. Le Nord – Pas-de-Calais*, Paris, Fayard, 1990, p. 152.

³ Paris, Fayard, 1977.

⁴ Cette question a déjà été traitée par Bruno Béthouart, « Les origines d'un engagement, aux sources d'André Diligent », *Journée d'étude André Diligent* (Actes de la 1^{ère} journée d'étude André Diligent du 3 février 2012), Lille, Les lumières de Lille, 2013, p. 17-33.

* **Le Sillon.** Ce mouvement a été créé par Marc Sangnier dont Victor Diligent, le père d'André, est un grand ami et dont AD est le filleul. Au Sillon, le catholicisme est en accord avec la République, avec la démocratie définie par Marc Sangnier comme « le régime qui tend à porter au maximum la conscience ainsi que la responsabilité civile et sociale de chacun, en lui permettant dans la mesure de ses capacités et de ses forces, de prendre une part effective à l'élaboration des affaires communes »⁵. Cette formule revient constamment dans les propos, écrits ou oral d'AD. Il s'agit **de mettre en valeur la personne humaine pour la vouer au service de la cité** et de réaliser ainsi la véritable démocratie qui ne se réduit pas à une notion quantitative mais doit établir un gouvernement guidé par la satisfaction de l'intérêt général et la recherche de la justice sociale. Le Sillon ne cherche pas une doctrine rigoureuse, mais souhaite élaborer petit à petit ses idées pratiques au contact de la réalité. AD toute sa vie sera sensible à cette liberté et à cette démarche pragmatique. Quelques maximes comme « L'amour est plus fort que la haine » éclairent le chemin de ces militants qui ont également retenu le message des premiers catholiques sociaux, ceux de 1848. AD aime à citer Lacordaire : « Entre le faible et le fort, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime, et la loi qui affranchit ». Il est également sensible à l'engagement européen de Marc Sangnier que partage Victor qui a eu une grande influence sur André, malgré sa mort précoce.

***L'influence du père.** Comme l'a écrit Bruno Béthouart, « l'ombre de Victor DILIGENT, son rayonnement, sa force de persuasion, ont marqué le fils d'une manière indélébile »⁶. Avocat au barreau de Lille, leader régional du Sillon, conférencier aux Semaines sociales, Victor Diligent est passionné par la question sociale, le syndicalisme, et participe à de nombreuses œuvres⁷. Il est aussi animateur du Parti démocrate populaire (PDP) apparu en 1924, formation politique dont André tient à souligner certains aspects : l'honnêteté, le soutien à la famille, le message européen, la transparence de son financement⁸. L'attachement à l'union de l'Europe s'est exprimé de diverses façons : soutien à Aristide Briand, création avec Don Luigi Sturzo du Secrétariat international des partis démocratiques d'inspiration chrétienne (SI) qui annonce les Nouvelles Equipes Internationales de 1946, la rencontre de Bierville. Le fils, devenu lui aussi avocat, a donc pu ressentir « l'obligation de ne pas déchoir ... de reproduire l'excellence de son ascendance. Cette contrainte intériorisée [a pu] prendre la forme d'une vocation »⁹, d'un devoir comme l'illustre ce mot lancé à la tribune du congrès de Lille à un Bernard Bosson, réticent à s'enrôler sur la liste Veil : « Il est des noms qui sont des devoirs. Tu es le fils de ton père. Quand on porte un héritage, on en assume la responsabilité ! »¹⁰. AD, à sa manière, illustre « le caractère *familiariste* de l'engagement des hommes incarnant le courant de pensée démocrate-chrétien »¹¹.

***Les abbés démocrates.** C'est surtout l'œuvre et la pensée de l'abbé Lemire qui l'ont marqué. « Je l'ai souvent rencontré lorsque j'étais tout jeune car il était très lié à mon père ». Apprécié à gauche quand il soutient

⁵ André Diligent, *La charrue et l'étoile*, Strasbourg, Ed. Coprur, 2000, p. 64, 198.

⁶ Bruno Béthouart, « Introduction », *La charrue et l'étoile*, *op.cit.*, p. 9.

⁷ Témoignage d'André Diligent, *Cent ans de catholicisme social dans la région du Nord*, Actes du colloque de Lille, 7 et 8 décembre 1990, *Revue du Nord*, tome LXXIII, n° 290-291, avril-septembre 1991, p. 491-492.

⁸ *La Charrue et l'étoile*, *op. cit.*, p. 80.

⁹ Jean-Louis Briquet, « Une histoire de famille », in *L'héritage en politique*, C. Patriat, J.-L. Parodi (dir.), Paris Economica, 1992, cité par Rémi Lefebvre, « Le métier de maire à Roubaix. Etude d'un apprentissage à travers la succession d'André Diligent (mai 1994-juin 1995) », *Les Cahiers de Roubaix*, n° 4, 1999, p. 25.

¹⁰ Rocher, Lion, 104 ; *Le Monde* 25 avril 1989, (mais Bernard Bosson ne figurera pas sur la liste Veil)

¹¹ Alain Gauduffe, *Les démocrates chrétiens en France après le MRP : étude du Centre des démocrates sociaux (CDS) de 1976 à 1994*, thèse pour le doctorat d'histoire sous la direction du professeur Hugues Portelli, Paris X Nanterre, 1995, p. 261.

et propose des lois sociales, à droite quand il soutient les droits des catholiques et la famille, l' élu d' Hazebrouck rejette les oppositions stériles autour des questions religieuses, essaye de trouver des terrains de conciliation. AD en parle comme d' « un homme politique hors du commun... intègre, un farouche défenseur de la justice sociale, d' une intégrité sans faille, un ancêtre du courant écologique¹² », qui approuve les propositions de paix de Benoît XV, n' est pas antisémite lors de l' AD... Il salue son « œcuménisme avant la lettre, fraternisant d' instinct avec les aumôniers protestants des corps expéditionnaires anglais et américain dans le Nord », son apostolat plus proche du peuple¹³ .

Ces prêtres démocrates sont « des apôtres et des hommes d' action [qui] s' intéressent aux problèmes concrets » : construction d' églises nouvelles, lutte contre les taudis, encadrement des jeunes »¹⁴.

***Quelques grands intellectuels** l' ont également influencé. Parmi eux peuvent être cités : Charles Péguy ; Maurice Blondel qui « invite chacun à chercher en lui les manifestations de l' appel divin, au nom d' un individualisme chrétien »¹⁵ et donnera le goût de l' engagement à de nombreux chrétiens¹⁶ ; Jacques Maritain qui entend développer la conscience et la responsabilité de chacun, permettre à chacun de prendre une part effective à la direction des affaires communes, d' agir en chrétien et non pas en tant que chrétiens ; Teilhard de Chardin « qui réintègre l' homme et le phénomène spirituel dans l' évolution de la nature »¹⁷, qui voit l' avènement du royaume de Dieu comme une humanité rassemblée et qu' il cite encore dans son livre sur la télévision écrit en 1965¹⁸ ; et bien sûr Emmanuel Mounier, théoricien du personnalisme individuel et communautaire. L' homme n' est pas isolé, il est membre de différentes communautés, la famille, la cité, la patrie et il a besoin de ces communautés pour s' épanouir, il lui faut donner et recevoir pour s' accomplir¹⁹. Chez Mounier, « le concept de personne est largement préféré à celui d' individu – apanage du libéralisme – qui renvoie au seul acteur de l' économie de marché »²⁰. Il ne faut pas opposer personne et groupes sociaux, mais rechercher des liens dynamiques entre eux. Pour Mounier comme pour Maritain, la morale est à la base de l' action politique. On peut encore signaler, plus tard, Albert Camus (dépassement du clivage droite/gauche) et bien sûr Etienne Borne.

B La Catho

AD y est étudiant à la Faculté libre de droit à partir de 1937.

*Cet établissement est un foyer intellectuel très vivant où un solide travail d' approfondissement de la doctrine sociale de l' Eglise est effectué, favorisé par le contexte économique et social régional : industrie textile, syndicalisme marxiste et chrétien, bourgeoisie d' inspiration chrétienne.

*Cet effort de réflexion doit beaucoup à Joseph Danel, Louis Blanckaert et Eugène Duthoit. Ce dernier, très lié à Victor Diligent et professeur d' AD, est directeur de l' école des Sciences sociales puis doyen de la Faculté de

¹² Dans *Quoi l' éternité ?* (NRF Gallimard, 1988), Marguerite Yourcenar écrit : « Ses Jardins ouvriers n' ont pas pour seul but d' offrir aux salariés des villes un peu plus d' air pur, une aide alimentaire contre la cherté de la vire, mais une sorte de réhabilitation par le contact avec le sol » (p. 299).

¹³ *La charrue et l' étoile*, *op. cit.*, p. 39, 301, 299, 47.

¹⁴ Jacques Barrot, Christophe Bellon, *De l' indignation à l' engagement. Foi et politique*, Paris, Cerf, 2012, p. 28.

¹⁵ Marie-Jeanne COUTAGNE et Pierre de COINTET, *Maurice Blondel. Dignité du politique et philosophie de l' action*, Langres, Ed. du Carmel, coll. « Parole et silence », 2006.

¹⁶ *De l' indignation à l' engagement...*, *op. cit.*, p. 29.

¹⁷ Ralph. SCHOR, *L' Eglise catholique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, p. 49

¹⁸ « A l' échelle cosmique, toute la physique moderne l' apprend, seul le fantastique a des chances d' être vrai » (*La télévision. Progrès ou décadence*, Paris, Hachette, 1965, p. 100).

¹⁹ *La charrue et l' étoile*, *op. cit.*, p. 200.

²⁰ B. Rocher et V. Lion, *Le centre des démocrates sociaux*, Paris, LGDJ, 1994, p. 162.

Droit où il enseigne l'économie politique et le droit constitutionnel. Ses étudiants qu'il reçoit à sa table familiale ont pour lui « une affection respectueuse et familière »²¹. Il est le président des Semaines sociales, universités itinérantes (fondées à Lyon par Marius Gonin en 1904), lieu de concertation et de rencontres de ceux qui se réclament du christianisme social de 1919 à 1944.

*La Catho est en lien étroit avec les mouvements d'action catholique spécialisée (notamment la JOC, née en 1927 dans le quartier de Moulins) et les **Equipes sociales, mouvement d'éducation populaire**, où se rencontrent étudiants et jeunes ouvriers et auxquelles participe AD. On y pratique les débats de société, on s'y interroge sur les mutations industrielles et la décolonisation.

*La Catho encourage et conseille le syndicalisme chrétien qui doit beaucoup à Victor Diligent.

C La guerre et la Résistance

« La conscience politique d'AD naît réellement avec la guerre et la Résistance »²².

*En 1940, le **soldat** AD est affecté à Marrakech, alors qu'il a demandé à se rendre sur des fronts plus exposés, car il a le patriotisme chevillé au corps, hérité là encore de son père qui pendant la guerre a écrit sur la Lorraine et sur l'armée. Selon Jean Heuclin, pour André, « l'expérience du feu a été virtuelle » et, comme pour son père, l'expérience de la guerre et de l'armée a été marginale, sublimée, idéalisée »²³.

***L'entrée en Résistance** semble normale pour beaucoup de chrétiens et donc de catholiques qui ont été avertis des dangers du totalitarisme. Elle n'est pas étonnante pour AD qui, en outre, en 1938-1940 se reconnaissait en Henri de Kerillis, homme de droite qui a voté contre les accords de Munich en 1938 et est à Londres le 18 juin 1940²⁴. Le fascisme est une utopie païenne, le nazisme est un paganisme, une négation de l'humanisme et de l'enseignement de l'église catholique contre lesquels **Pie XI** se prononce clairement dans les encycliques *Non abbiamo bisogno*, 29 juin 1931 ; *Mit brennender Sorge*, 14 mars 1937). Il condamne aussi le système communiste dans *Divini Redemptoris*, 19 mars 1937. Ainsi Pie XI, comme l'a remarquablement démontré Fabrice Bouthillon, est un des premiers à « penser le totalitarisme ». Ces doctrines totalitaires amoindrissent le rôle de l'individu dans la société, privilégient le groupe, persécutent les croyants. Dans le même ordre d'idées, Jacques Maritain a mis en garde contre la sacralisation du politique et dans *L'Aube* Georges Bidault a lui aussi alerté l'opinion.

On retrouve ainsi de nombreux chrétiens dans la Résistance²⁵ : Georges Bidault (Combat, CNR), Edmond Michelet (qui dès le 17 juin, en citant Péguy, à appeler à la résistance), Gilbert Dru (*Les Cahiers de notre jeunesse* en 1941), Jacques Maritain aux USA, le groupe Témoignage chrétien, des personnalités plus anonymes comme **Jean Catrice** (industriel roubaisien, défenseur de la JOC, ancien membre du PDP qui a organisé dans le Nord – Pas-de-Calais, avec Jules Catoire, des rencontres transversales, sous le sigle RIC (Résistants d'inspiration chrétienne. Jean Catrice qui est le chef direct d'AD qui, rentré en France en octobre 1942, se met bientôt au service de l'OCM (Organisation civile et militaire)²⁶ par patriotisme, conviction chrétienne et attachement à la démocratie²⁷. A la Libération, il est commissaire régional général adjoint à l'information auprès du démocrate-chrétien Jean Catrice, un des grands responsables du CDL (Comité départementale de Libération),

²¹ *La charrue et l'étoile*, op. cit., p. 92.

²² *De l'indignation à l'engagement...*, op. cit., p. 80.

²³ Voir Jean Heuclin, « L'expérience de la guerre chez Victor et André Diligent », *2^e Journée d'étude André Diligent*, Lille, Les Lumières de Lille, 2014, p. 95-107, p. 99 et 107.

²⁴ Bruno Béthouart, « Les origines d'un engagement, aux sources d'André Diligent », op. cit., p. 27.

²⁵ Il y a aussi d'éminents catholiques qui ne font pas le même choix : le cardinal Liénart, Mgr Duthoit.

²⁶ Ces deux contacts ont été Jean Catrice et Julien Lorthiois.

²⁷ *La charrue et l'étoile*, op. cit., p. 99.

plus particulièrement chargé de la répartition de la nouvelle presse et de l'animation de Radio-Lille. Ses responsabilités nous rappellent que son père s'était intéressé à la presse clandestine entre 1914 et 1918, notamment *L'Oiseau de France*.

*L'épreuve de la guerre et l'action clandestine l'ont persuadé du **bien-fondé de l'engagement politique** qui est le prolongement logique de la lutte menée entre 1942 et 1944 et qu'il va poursuivre jusqu'à son décès, mais un engagement où, à l'image de Noël Barrot, on apprend plus à servir qu'à paraître. Il entend, comme ses amis politiques, « refuser quelle que soit sa couleur, toute forme de fascisme, de dictature, de totalitarisme, [et] refuser toute alliance avec ceux qui s'en réclament »²⁸ (tripartisme ! mais circonstances exceptionnelles et pas encore guerre froide ; hostilité au programme commun, municipales de 1977, 1983).

II L'engagement

A Partisan

1Le MRP

Il n'est pas étonnant qu'AD adhère dès 1944 au MRP dont le RIC a été « une sorte d'antichambre dans la région du Nord »²⁹. Ce nouveau mouvement correspond à ses aspirations comme à celles de beaucoup de jeunes chrétiens alors (AD a 25 ans). Sa nouveauté, qui le différencie de la SFIO, du PCF ou du parti radical, le séduit, tout comme son programme « la Révolution par la Loi », sa forte orientation sociale [pari de la générosité, solidarité, planification, démocratie économique, association du travailleur aux responsabilités de la gestion ... comme aux résultats], son désir d'installer une paix solide et une démocratie authentique, son refus de la dénonciation permanente ... Le MRP insiste également sur la dignité de la personne humaine, ses droits et ses devoirs, l'importance des communautés intermédiaires face à la toute puissance de l'Etat. L'idéal et le désintéret semblent l'emporter sur le souci de la carrière ou le goût du leadership. AD y trouve une solidarité, une fraternité, une âme commune [c'est-à-dire le partage des élans du cœur qui exigent un don complet de soi où il espérait revivre l'ambiance chaleureuse, « la ferveur et le souffle conquérant » du Sillon³⁰.

Il s'investit dans l'importante section de Roubaix, puis à partir de 1958 dans la fédération où il prend la succession de Jean Catrice comme animateur, dans les congrès et les commissions exécutives, comme rapporteur de politique générale³¹. La fédération du Nord bénéficie du dynamisme des Equipes rurales et ouvrières conforté par la relative puissance de la CFTC. Beaucoup de militants sont des catholiques actifs dans et hors l'Eglise, proches des catholiques de gauche ou des militants socialistes, opposés aux communistes mais proches d'eux dans l'assistance aux pauvres³², ce qui oriente AD vers le centre gauche et la coopération avec la SFIO dans le cadre de la Troisième Force.

La « tiédeur européenne » de Mendès France le déçoit alors qu'il a été séduit au début par cette expérience qui laissait espérer un renouveau dont avait besoin aussi le MRP. Conscients des faiblesses du mouvement, le courant « Rénovation démocratique », animé par Philippe Saint-Marc, Pierre Biarnès et Jean-Marie Daillet,

²⁸ *Ibid.*, p. 200 Le tripartisme correspond à une période exceptionnelle, en revanche l'anticommunisme est une constante chez lui : Troisième Force, hostilité au Programme commun, à l'alliance socialo-communiste...

²⁹ Bruno Béthouart, *Jules Catoire (1899-1988)*, Arras, Artois Presses Université, Coll. Histoire, 1996, p. 165.

³⁰ *La charrue et l'étoile, op. cit.*, p. 63, 65, 112.

³¹ Bruno Béthouart, *Le MRP dans le Nord – Pas-de-Calais 1944-1967*, Dunkerque, Westhoek - Editions des Beffrois, 1984, p. 138.

³² Ces remarques de Julien Fretel relatives aux militants de la nouvelle UDF [Julien Fretel, *Militants catholiques en politique. La nouvelle UDF, thèse pour le doctorat en science politique*, sous la direction de Jacques Lagroye, Paris I – Panthéon - Sorbonne, département de science politique, octobre 2004, p. 68] nous semblent déjà valables pour le MRP de Roubaix et du Nord.

soutenu par Robert Buron, souhaite le revitaliser ; il prône une plus large ouverture du mouvement et le dialogue avec les nationalistes algériens. AD donne trois articles au bulletin *La Rénovation démocratique* à partir de janvier 1959, mais sans être membre du courant et il ressentira toujours une certaine fierté pour le bilan économique et social du MRP (grâce à Paul Bacon, ministre du Travail et de la Sécurité sociale), pour l'origine ouvrière ou syndicale de nombre de ses dirigeants et pour la qualité de nombre de ses parlementaires qualifiés d' « hommes de terrain »³³.

Il suit le MRP dans son ralliement à De Gaulle en 1958, d'autant plus qu'il considère que le retour du Général offre une possibilité d'ouverture pour la crise algérienne. De 1958 à 1962, le MRP connaît dans le NPC « une renaissance militante et électorale » qui apporte « un renouveau incontestable » dont profite AD qui est élu député en novembre 1958. Il fait partie des nouvelles têtes qui apparaissent comme candidats ou responsables, il symbolise un « nouveau MRP plus ardent, plus incisif »³⁴. Il le suit aussi puis dans sa rupture en 1962. Bien des militants alors sont alors en désaccord avec De Gaulle à propos de la force de frappe, de la politique européenne, de son mépris pour les corps intermédiaires et les partis, comme l'indique le rapport de Maurice Simonnet au congrès de Dijon (1^{er} juin 1962). Toutefois certains responsables comme Pierre Pflimlin veulent freiner la tendance antigauilliste à l'intérieur du MRP³⁵ qu'incarne notamment Jean Lecanuet, son président depuis 1963.

2 Jean Lecanuet et le Centre démocrate

AD est favorable à l'élu de la Seine-Maritime qui, très tôt, dès 1959 avec Joseph Fontanet, a songé à réaliser un autre parti, plus vaste, s'ouvrant aux nouvelles générations très engagées dans la vie sociale et culturelle. Déjà, en 1954, Etienne Borne lors du congrès national de Lille, puis en 1957, François Brunet lors du congrès fédéral de Carvin avait parlé du « plus grand MRP ». Lecanuet veut réconcilier l'humanisme chrétien et l'humanisme agnostique, créer un parti qui se veut ouvert, sans sectarisme, seuls les communistes en sont exclus.

Dans cette perspective est créé, en avril 1963, le **Comité d'études et de liaisons des démocrates français** qui souhaite orienter le MRP vers la déconfessionnalisation et le recentrage politique c'est-à-dire passer d'une conception appuyée sur la doctrine sociale de l'Eglise en référence aux encycliques papales à une approche plus sécularisée, plus politique. Cela conduit à un certain abandon de l'idéologie, la notion de centrisme prenant le dessus sur le caractère spiritualiste, comme le préconise Roger Poudonson, responsable MRP du Pas-de-Calais. AD semble l'avoir regretté, à terme, car il, a selon lui, précipité la chute du MRP. De même, il est proche dans la démarche des partisans de la déconfessionnalisation de la CFTC, mais vers la fin de sa vie, il prend conscience de la nécessité de transmettre l'héritage de la démocratie d'inspiration chrétienne.

En vue de l'élection présidentielle de 1965, les négociations entre la SFIO et le MRP suscitent bien des espoirs chez les militants, ainsi AD qui comme Etienne Borne pense que « tous les démocrates ouverts au progrès social peuvent se retrouver dans un socialisme tempéré, luttant contre l'injustice sociale et l'anarchie économique »³⁶. Comme Georges Delfosse (responsable MRP à Lambersart) ou Roger Poudonson, il est partisan de l'élargissement du MRP qui serait plus efficace en raison de la bipolarisation favorisée par l'élection présidentielle au suffrage universel et le mode de scrutin pour les élections législatives, plus à même de rallier les réformateurs d'autant qu'il envisage alors l'éclatement de l'UDR. Ce thème est repris par Jean Lecanuet au Congrès du Touquet, le 9 mai 1964, au moment où beaucoup espèrent la réussite de la Grande Fédération de Gaston Deferre, regroupant notamment la SFIO, les radicaux, le MRP) comme Pierre Abelin, Pierre-Henri Teitgen, Jean Lecanuet, Jean-Pierre Prévost, et dans le Nord AD, Guy Chatilliez et Marie Van Der Elst, AD. En

³³ *La charrue et l'étoile*, op. cit., p. 163.

³⁴ Bruno Béthouart, *Le MRP dans le Nord – Pas-de-Calais 1944-1967*, op. cit., p. 63, 64, 138.

³⁵ Danièle Zeraffa, *Du Mouvement républicain populaire au Centre des Démocrates sociaux. Aspects du discours centriste (1962-1978)*, thèse pour le doctorat d'histoire sous la direction du professeur René Rémond, Paris X-Nanterre, 1983, p. 64 et sq, 104.

³⁶ *Forces nouvelles*, 13 février 1964.

revanche, Pierre Pflimlin qui souhaite se rapprocher de la majorité et refuse que le MRP soit l'aile droite d'un grand parti de gauche se montre plus réticent tandis que Maurice Schumann ou Roger Poudonson sont vraiment hostiles. Après l'échec de cette entreprise (juin 1965), qui est « une cruelle déception pour AD »³⁷, il n'est pas des huit personnalités qui lancent un appel annonçant leur désir de persévérer dans cette voie (P.-H. Teitgen, J.-P. Prévost) et estime qu'« il n'y a que Lecanuet pour sauver le navire du naufrage »³⁸, sauvegarder « la troisième voie » qu'il a d'abord cherché dans le travaillisme à la française. Il admire la mécanique intellectuelle et l'audace du futur maire de Rouen en qui il voit d'abord un *intello*.

« S'accommodant d'un centre basculant à droite »³⁹, il participe activement à la campagne présidentielle de Jean Lecanuet dont les thèmes lui conviennent : démocratie, progrès social, Europe, modernisation... même si certains de ses proches, comme Jules Clauwaert, voient dans cette candidature « une trahison des idéaux du MRP »⁴⁰. Il ne semble pas avoir voté pour François Mitterrand au second tour⁴¹.

Il adhère au Centre démocrate (CD), créé en février 1966, ce qui entraîne la mise en sommeil du MRP⁴². Il y est plus favorable que Jules Catoire ou Marcel Ducrocq qui souhaitent un retour à la pureté doctrinale et regrettent que le parti soit plus étroit et plus à droite que le grand mouvement que le MRP s'efforçait de promouvoir depuis 1963⁴³. Le CD, dont il est membre des comités directeurs départemental et national (et bientôt secrétaire général adjoint), entend promouvoir une démocratie moderne et efficace, une économie de justice, de responsabilité, de liberté, une Europe unie, indépendante, ouverte à l'organisation planétaire du monde. Refusant un élargissement du CD nettement orienté à gauche, AD dénonce toutefois l'intrusion en son sein d'éléments d'extrême droite dont il s'emploie à combattre l'influence. Cette dernière est très faible dans la fédération du Nord, plutôt attirée vers le centre gauche et réticente au rapprochement avec le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) de Bertrand Motte, héritier de la grande dynastie industrielle de Roubaix.⁴⁴

Qu'a-t-il pensé en Mai 1968 ? Est-il sur la même ligne que Lecanuet, prêt à gouverner avec Mendès France ou est-il plus attentiste comme bien des élus du PDM (groupe parlementaire centriste à l'Assemblée nationale) ?⁴⁵

AD soutient la candidature d'Alain Poher en 1969 à Poher mais il semble moins défavorable que Jean Lecanuet ou Pierre Abelin à l'ouverture préconisée par Pompidou⁴⁶ et à la *Nouvelle société* de Jacques Chaban-Delmas qu'acceptent Jacques Duhamel et Joseph Fontanet, mais aussi Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot, Bernard Stasi, ou encore Georges Delfosse, qui fondent alors le Centre Démocratie et Progrès (CDP). Aussi, on oppose souvent le pôle roubaisien de la métropole (versant Nord-Est) plus favorable au CD et qui bénéficie de la personnalité d'AD et le pôle Saint-André-Lambersart (versant Sud-Ouest) plus attiré par le CDP. Le CD n'est donc pas le seul centre et bientôt il s'associe au Parti radical de Jean-Jacques Servan-Schreiber dans le Mouvement réformateur (1971), dans une démarche d'opposition à la majorité pompidolienne [primauté de la morale sur la loi économique, effort en faveur des équipements collectifs, démocratie dans l'entreprise,

³⁷ Denis Vinckier, *Le jeu des 7 familles centristes du Nord*, Préface de Valérie Létard, Lille, Les Lumières de Lille, 2016, p. 72.

³⁸ La charrue et l'étoile, op. cit., p. 190.

³⁹ Denis Vinckier, op. cit., p. 72.

⁴⁰ Sabine Chasseing, *Les successeurs du MRP dans le Nord – Pas-de-Calais*, mémoire de DEA sous la direction d'Yves-Marie Hilaire, Université Lille III – Charles-de-Gaulle, 1988, p. 23

⁴¹ Entretien avec Bruno Béthouart, décembre 2018.

⁴² La majorité des deux tiers nécessaire à la dissolution officielle du MRP n'a pas pu être réunie, d'où la mesure attentiste de mise en sommeil (*Ibid.*, p. 45).

⁴³ Danièle Zeraffa, op. cit., p. 134.

⁴⁴ Sabine Chasseing, op. cit., p. 67, 69, 71.

⁴⁵ Danièle Zeraffa, op. cit., p. 169.

⁴⁶ En février 1967, Georges Pompidou comparait le CD à « un ballon de rugby dont on ne sait jamais de quel côté il va rebondir » (Danièle Zeraffa, op. cit., p. 136)

régionalisation, construction européenne...]. AD vante « l'imagination » de JJSS⁴⁷, mais il craint que le CD ne se dissolve dans cet ensemble et conserve toujours la nostalgie d'une entente de caractère travailliste avec les socialistes « éclairés ».

Après les élections législatives de 1973 lors desquelles il y a un accord de désistement pour le second tour entre la majorité pompidolienne et les Réformateurs, on lui propose un portefeuille, mais il décline cette offre. Un peu plus tard, JJSS et Lecanuet ont pensé à lui, un temps, comme candidat à la future présidentielle, le premier le voyant comme un éventuel président potiche, le second étant sûr de sa défaite...

Qu'a-t-il voté au premier tour de l'élection présidentielle de 1974, consécutive au décès de Georges Pompidou : Emile Muller (Réformateur, socialiste anti-Programme commun), Valéry Giscard d'Estaing (comme Lecanuet), Chaban-Delmas comme le CDP ? Il a dit à Bruno Béthouart se sentir proche de Chaban-Delmas⁴⁸ et l'on sait qu'il n'a pas voté Mitterrand. Toujours est-il que la séance du conseil politique du 10 avril 1974 a été houleuse : AD et Jacques Pelletier souhaiteraient que le CD et les Réformateurs aillent à la bataille sous leur drapeau avec Poher ou Lecanuet et refusent que le centre gauche fasse alliance avec la droite. AD estime en effet que :

Nous seuls sommes démocrates puisque ce sont les délégués qui vont choisir un candidat. Jamais le moment n'a été moins indiqué pour fléchir. Il faut un changement total. Jamais les chances n'ont été meilleures, car nous avons un fort crédit moral : nous n'avons jamais varié.

Ils ne sont pas suivis⁴⁹. Au second tour, les deux formations centristes - et AD « essentiellement par discipline de parti »⁵⁰ - soutiennent VGE et appartiennent donc désormais toutes les deux à la nouvelle majorité, ce qui les incite, rapidement à fusionner dans le cadre du Centre des démocrates sociaux.

3 Le Centre des démocrates sociaux (CDS)

Le CDS résulte de la fusion entre le CD et le CDP, déjà alliés à l'Assemblée nationale en juillet 1974, dans le groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux (RCDS). Elle est réalisée lors du congrès de Rennes, réunis du 21 au 23 mai 1976, « congrès de l'espoir » pour une formation qui refuse la division de la France en deux et souhaite compter sur l'échiquier politique (Z, 280). Ce rapprochement doit beaucoup à AD : premier secrétaire de la Fédération des Réformateurs⁵¹, vice président national délégué du CD (chargé des relations avec les autres partis politiques, le Parlement et la presse), il fait partie de la délégation CD qui rencontre celle du CDP en 1976 dans cette perspective. A Rennes, AD, qui devient vice-président du CDS, présente un rapport sur les institutions. Il affirme également que le nouveau mouvement doit correspondre à la « nécessité d'un ressourcement continu, d'un idéal qui est une raison de vivre » comme le rappellent deux dissidents soviétiques célèbres, Plioutch et Soljenitsyne :

⁴⁷ Sabine Chasseing, *op. cit.*, p. 75.

⁴⁸ Interview du 27 décembre 2000.

⁴⁹ Alain Gauduffe, *op. cit.*, p. 39, qui se réfère à Pierre Louchet, *Le temps des hommes*, Paris, Albatros, 1986.

⁵⁰ *Le Quotidien de Paris*, 18 mai 1981, cité par Coralie Ammeloot, *op. cit.*, p. 101.

⁵¹ Danièle Zeraffa, *op. cit.*, p. 278-280. AD écrit dans *Le Réformateur* (n° 42, septembre 1975) : « Le départ est donné... Nous avons passé ces derniers mois à mettre le train sur les rails. Tous ensemble, nous consacrerons les prochains mois à le lancer ».

*Vous vous complaisez dans l'opulence. Vous vous battez pour des futilités. Vos divisions secondaires, votre conception débridée de la liberté, le vide de vos principes et de vos idéaux, tout cela est en train de vous perdre.*⁵²

Avant même sa démission en août 1976, Jacques Chirac qui avait été nommé coordonnateur de la majorité, en mars, avait constaté qu'il ne pouvait rien coordonner « devant l'obstruction à peine camouflée de Poniatowski, de Servan-Schreiber, de Diligent et de Chinaud »⁵³. Pour AD, cette coordination ne devait être « ni une nébuleuse, ni un régiment, mais une concertation véritable préalable ».⁵⁴ En 1978, VGE crée l'Union pour la démocratie française (UDF), dont font partie les partis centristes et libéraux, pour contrecarrer les ambitions du RPR, fondé en décembre 1976 par Jacques Chirac, auquel AD préfère Raymond Barre comme l'illustre plusieurs de ses propos :

Il va progressivement, sans éclat, prendre une série de positions qui affirmeront son rôle. On peut subodorer des convergences avec notre programme.

Nous devons tenir le langage du courage et de la vérité. Si nous soutenons l'action entreprise par Raymond Barre, ce n'est pas par culte de la personnalité, c'est parce qu'il tient, sereinement, le langage de la vérité. Il a besoin de notre appui car la tâche est immense (congrès national de Lyon, octobre 1977).

*Quelles que soient ses imperfections, la politique de redressement des équilibres économiques fondamentaux pratiquée par Raymond Barre était la seule possible dans une nation comme la nôtre, vivant sans ressources d'énergie ni de matières premières (congrès national de Strasbourg, février 1980)*⁵⁵.

Au sein de l'UDF, le CDS, qui se veut démocrate, social et européen, tâche de défendre ses options, notamment sociales, et espère y avoir « une audience et une capacité d'intervention plus grandes que dans un repliement » (Jean Lecanuet).

Entre 1977 et 1983, AD, secrétaire général du CDS qui est un parti de cadres peu portés à la discipline interne, se comporte en homme de dialogue qui entretient une réelle proximité avec les militants.

Le CDS insiste sur la question de la justice sociale et sur l'égalité des chances. Il se veut « l'aile sociale du camp conservateur » et ses équipes syndicales, créées à l'image des équipes ouvrières du MRP, doivent contribuer à cette ambition, c'est-à-dire « permettre aux milieux populaires d'avoir une place spécifique pour accéder à la vie civique et politique »⁵⁶. A ce sujet, AD, peut-être aiguillonné par le dynamisme de l'équipe syndicale du Nord et par les milieux d'action catholique, propose, dans son rapport de politique générale au congrès de Lyon

⁵² Congrès de Rennes (mai 1976), rapport d'AD sur les institutions, Archives Diligent, DIL 3 DEC 4 S1 F 01 Do 1 101-107.

⁵³ Henri Amouroux, *Monsieur Barre*, Paris, Hachette, Collection Pluriel, 1988, p. 203.

⁵⁴ Congrès de Rennes (mai 1976), rapport d'AD sur les institutions, Archives Diligent, DIL 3 DEC 4 S1 F 01 Do 1 101-107

⁵⁵ Cité par Valérie Lion, *op. cit.*, p. 227-228.

⁵⁶ Alain Gauduffe, *op. cit.*, p. 233 et 282.

en octobre 1977, de revaloriser les bas salaires⁵⁷, de rémunérer la mère au foyer, de favoriser l'accès à la propriété individuelle, de réformer l'entreprise, d'imposer les grandes fortunes et de promouvoir l'école maternelle :

Entre les revenus les plus faibles et les plus hauts, l'écart est, en France, de 1 à 30. Ce degré d'inégalité, inconnu dans les pays modernes, engendre les tensions sociales et nourrit l'inflation. Les mécanismes économiques ne diminueront pas spontanément cet excès. Il faut un plan d'attaque cohérent, qui respecte la valeur de chacun et se fixe pour objectif de réduire honnêtement l'écart [...] Un impôt déclaratif, annuel, sur les grandes fortunes, [ce] sera le début de la clarté, le point de départ d'un effort de justice et de solidarité. Cet impôt, appliqué aux fortunes supérieures à 200 millions d'anciens francs, sera modéré, avec un taux maximum de 1%. [...]

A l'entrée de la communale, les jeux pour l'essentiel sont faits... Cette inégalité terrible des chances est sans doute le gâchis le plus grave pour le pays. Il s'agit donc de dégager l'ensemble des moyens nécessaires pour que, de 2 à 6 ans, tous les enfants puissent recevoir l'entraînement que réclame l'éveil de l'intelligence. Cet effort sera le plus rentable des investissements.

Ces propositions sont accompagnées d'une critique du système des grands concours et des grands corps qui « décime notre jeunesse et engendre les castes qui rigidifient notre société »⁵⁸. Une bonne partie d'entre elles est reprise dans la plateforme électorale du CDS « Une autre solution » ou *le petit livre bleu*.⁵⁹

Dans son rapport de politique générale au congrès de Metz (1979), il justifie l'appartenance du CDS à l'UDF est justifiée par la proximité de son projet avec celui de VGE et par la nécessité d'assurer une majorité au pays, mais cette participation ne signifie pas incondicionalité⁶⁰. Les idées du parti sur la construction européenne y sont également évoquées : maintien de l'acquis communautaire, développement de nouvelles politiques communes, renforcement des institutions, transformation du Marché commun en une communauté solidaire, réflexion commune sur les problèmes de sécurité et de défense.

Le CDS, dont le symbole est la main ouverte, croit à une certaine convergence entre la social-démocratie et la démocratie sociale comme le souligne AD dans son rapport de politique générale au congrès de Strasbourg en février 1980 :

⁵⁷ En avril 1981, dans une note de réflexion sur le chômage, le SMIC et les inégalités salariales, AD regrette qu'après les accords de Grenelle (1968), le même pourcentage d'augmentation aux salariés quelle que soit l'importance des salaires [Archives Diligent, DIL 3 DEC 4 S01 F05 -F06, D01-D02].

⁵⁸ *Démocratie Moderne*, octobre 1977. Citation extraite de Valérie Lion, *op. cit.*, p. 213-214.

⁵⁹ Congrès de Lyon (octobre 1977 (Archives Diligent, DIL 3 DEC 4 S01 F 01 Do 1 101-107), avec notamment 10 propositions sur la construction européenne : préserver l'acquis communautaire, relancer la construction européenne, adopter un programme social européen à moyen et long termes, établir une union économique et monétaire, mettre en œuvre de nouvelles politiques communes, développer la solidarité économique et politique avec l'Afrique, renforcer les structures internes de la Communauté avant tout élargissement, mobiliser l'opinion publique européenne en vue de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne, donner à l'Europe une dimension culturelle, doter l'Europe de symboles concrets (fête, hymne, drapeau).

⁶⁰ Il le redit lors du bureau politique du 26 septembre 1981.

*La France, comme bien des pays d'Occident, a besoin d'un parti socialiste solide, mais lucide, et qui puisse être un partenaire exigeant, fidèle à son idéal, et apporter une contribution importante à la construction de la société de demain*⁶¹.

Le choix « contre nature » du PS de s'allier avec le PCF est regretté d'autant que le pays doit relever les défis démographiques, économiques et sociaux dans un environnement international bouleversé, chaotique et dangereux face auquel l'alliance atlantique doit reposer sur deux piliers, un américain, un européen. Comme Bernard Stasi, il conçoit alors son parti comme une « structure d'accueil franchement au centre gauche ». Beaucoup de militants adhèrent à cette conception à la différence des élus qui sont souvent des notables locaux »⁶². Mais hostile à la coalition socialo-communiste, il met aussi en avant la valeur liberté ainsi que son attachement aux droits de l'homme dont il condamne les atteintes notamment au Liban et en Pologne.

Après l'échec de VGE en 1981 - auquel AD adresse une lettre de remerciement⁶³ -, le CDS connaît une radicalisation à droite de son discours qui est illustrée par l'accession à la présidence du parti de Pierre Méhaignerie, pour lequel le groupe UC du Sénat a pesé de tout son poids, contre Bernard Stasi lors du congrès de Versailles en 1982⁶⁴. Qu'a fait alors AD qui est réélu pour un ultime mandat ?

Dans son rapport de politique générale, il condamne l'URSS pour son action en Pologne et en Afghanistan, l'alliance socialo-communiste au pouvoir en France et sa « politique économique néfaste », mais il se refuse à tout sectarisme en politique étrangère, notamment à propos du Proche et Moyen Orients. Le CDS doit être fidèle à ses idéaux (il le dit à chaque congrès) : démocratie, droits de l'homme, tolérance, réformisme social, Europe, liberté de l'enseignement. Cette inflexion est illustrée par le ton de la campagne électorale municipale à Roubaix en 1983 et confirmée au congrès de Toulouse (1984). « Au triptyque « justice-solidarité-liberté » se substitue peu à peu le triptyque « liberté-efficacité-générosité » »⁶⁵.

A partir de 1983, année qui voit le départ d'AD du secrétariat général et un afflux de militants lié à la vague barriste, il semble moins présent dans les instances dirigeantes (même s'il devient membre du comité exécutif en 1986) et se comporter de façon autonome, à l'image d'un René Monory - avec lequel il s'entend bien et dont il apprécie la carrière de *self made man* - alors que l'incertitude identitaire du CDS se confirme :

- poursuite de l'inflexion à droite et vers le libéralisme économique à laquelle l'influence de René Monory et de Raymond Barre n'est pas étrangère, le CDS éprouvant à l'égard de ce dernier une véritable « tentation » entre 1983 et 1988 (Valérie Lion) ;

- retour aux sources à partir de 1989 : avec le recentrage, l'autonomie, l'engagement européen comme maîtres mots lors du Congrès de Lille (1989) ou de la Convention nationale de Saint-Malo (1990). [A Lille, AD stigmatise le fossé séparant l'opinion publique des partis politiques et redit son engagement européen]⁶⁶ ;

⁶¹ *Démocratie Moderne*, 28 février 1980. Cité par Valérie Lion, *op. cit.*, p. 212

⁶² Valérie Lion, *op. cit.*, p. 212.

⁶³ « L'essentiel a été accompli pour sauvegarder dans une rude période de tempêtes les chances et l'avenir du pays ... et cela n'était pas facile », *Le Quotidien de Paris*, 18 mai 1981, cité par Ammeloot, p. 102

⁶⁴ Le groupe UC du Sénat a pesé efficacement pour Méhaignerie et contre Stasi jugé trop centre gauche (Alain Gauduffe, *op. cit.*, p. 613). En vue duquel AD fait un travail de réflexion et de proposition : développer l'industrie et ses entreprises par et pour les individus, approfondir la démocratie, limiter le cumul des mandats, décentraliser, rassembler, favoriser le mouvement associatif, assurer la neutralité des services publics... Lors du bureau politique du 26 septembre 1981, il s'était prononcé pour une opposition ferme, intransigeante sur les principes, mais aussi honnête, intelligente et constructive, même s'il voit le nouveau pouvoir comme « un front de classe » qui fait courir au pays « un risque de fuite en avant à la chilienne sous Allende » (Archives Diligent, DIL 3 DEC 4 S01 F01-08).

⁶⁵ Valérie Lion, *op. cit.*, p. 218.

⁶⁶ « **Quant aux ténors de la vie politique, ce n'est pas en venant, à l'occasion d'un voyage, serrer la main d'une boulangère du coin ou saluer les commerçants des marchés qu'ils nous convaincront de leur connaissance des problèmes des Français... Nous ne pourrons plus traiter les sujets sous la seule vision hexagonale, mais c'est sous l'angle communautaire que nous bâtirons l'Europe des entreprises, l'Europe du dynamisme économique, l'Europe**

-forte participation au gouvernement Balladur (1993-1995).

Cette errance doctrinale convient-elle à AD dont les collègues de la Chambre haute ont pris leurs distances – notamment financières – avec la direction du CDS dont ils regrettent l'exil au Palais-Bourbon ?

A Roubaix, à partir de 1983, AD a toute latitude avec son parti qui n'est pas pour lui une priorité et dont il ne fréquente guère les réunions. En outre, il ne veut pas gêner les membres du conseil municipal qui n'appartiennent pas au CDS, dont le rôle est réduit à l'animation politique et au recrutement des élites locales⁶⁷. La plateforme RPR-UDF pour les élections législatives de 1986 qui professe un libéralisme prononcé, lui convient-elle alors que depuis 1984, avec le gouvernement Fabius, on constate une certaine « décrispation » de la vie politique française ? Il semble alors ronger son frein, être à la recherche du MRP perdu.

La « tentation barriste » du CDS, qui compte près de 50 000 adhérents en 1987, s'explique par un attachement commun à certains principes chers à AD : une conception morale du politique, le respect de la personne, la référence à l'Etat impartial régulateur et aménageur du territoire, le service de la communauté, le refus de la bipolarisation, la faveur pour l'économie sociale de marché. Lors de l'élection partielle de mars 1988 dans le canton Lille-Ouest, bastion chrétien-démocrate, AD soutient, comme plusieurs maires du canton anciens MRP, Jeannine Delfosse, la veuve de Georges Delfosse, candidate CDS contre Jean-Jacques Descamps, candidat PR, membre du gouvernement !⁶⁸ Il est favorable à la candidature de Raymond Barre à l'élection présidentielle de 1988. Qu'a-t-il voté au second tour de l'élection présidentielle de 1988 ? Par fidélité et légitimiste, Denis Vinckier pense qu'il a voté Chirac⁶⁹.

Après la réélection de François Mitterrand, le CDS a tenté une conciliation autour du réformisme de Michel Rocard. L'opération a échoué mais le CDS refuse d'opposition systématique. AD lui-même est approché pour être ministre en 1988, mais il ne donne pas suite à cette proposition. Comme à chaque fois, des raisons personnelles et familiales - le handicap de sa fille unique – le conduisent à décliner l'offre. L'entrée de quatre UDF au gouvernement ne lui plaît guère car il est réticent aux ralliements individuels que condamne clairement Jean Lecanuet. En revanche, comme son collègue Jean Arthuis, il n'est sans doute pas hostile à la création du groupe parlementaire UDC à l'Assemblée nationale (1988) qui fait pendant à celui du Sénat et entend mener une opposition constructive et réfléchie tout en étant fidèle aux alliés politiques traditionnels⁷⁰. Cela préfigure le choix de l'autonomie électorale et de la rénovation entérinée au congrès de Lille tenu en 1989, année où AD songe au barriste Bruno Durieux pour lui succéder à la mairie de Roubaix. Pour les élections européennes de 1989, il préfère la liste centriste emmenée par Simone Veil à la liste d'union de la droite et du centre emmenée par VGE. En 1990, *La Croix*, le 20 octobre 1990, propose un schéma du « paysage politique centriste » où AD est situé parmi les piliers, à proximité du président Méhaignerie, mais un peu plus à gauche et moins défavorable à l'autonomie du CDS ce qui peut susciter quelques interrogations. En 1989, fait-il partie des « frondeurs » qui veulent remplacer Alain Poher au « plateau » qui est finalement élu grâce aux voix du RPR ? Que pense-t-il de

des étudiants et des diplômés, l'Europe des populations immigrées, l'Europe des RMI et des exclus du travail, l'Europe du droit à l'information, l'Europe du droit à la dignité et du droit à l'ambition ». (Archives Diligent, DIL 3 DEC 4 S 01 F 01).

⁶⁷ Rémi Lefebvre, « Le métier de maire à Roubaix. Etude d'un apprentissage à travers la succession d'André Diligent (mai 1994-juin 1995), *Les Cahiers de Roubaix*, n° 4, 1999, p. 42.

⁶⁸ Pierre Méhaignerie, lui aussi membre du gouvernement, a soutenu Madame Delfosse. Voir Alain Gauduffe, *op. cit.*, p. 349 et Sabine Chasseing, *op. cit.*, p. 91.

⁶⁹ Entretien avec Denis Vinckier, 11 décembre 2018.

⁷⁰ Alain Gauduffe, *op. cit.*, p. 516-517.

la tentative des « rénovateurs en 1990 au sein du CDS (Baudis, Bayrou, Bosson face à Méhaignerie et Barrot) mais aussi au sein de l'UDF ? En 1995, a-t-il voté Balladur puis Chirac ?⁷¹.

4 Force démocrate

La transformation du CDS et du PSD en Force démocrate, initiée par François Bayrou, ne l'enthousiasme guère au départ mais elle est entérinée lors du congrès de Lyon les 24 et 25 novembre 1995 et reçoit son acquiescement après qu'il a constaté que certaines conditions étaient remplies et que les objectifs étaient clairs. Dans son intervention au congrès, il a estimé qu'il ne fallait pas « rougir de l'héritage », que la période 1998-1995 avait été le temps des désillusions avec la résurrection des nationalismes, le climat d'inquiétude et de scepticisme, le spectre d'une fausse démocratie où règnent la désinformation, la tricherie (« gouverner, c'est faire croire »). Un examen de conscience, un retour aux valeurs (famille, Europe, véritable démocratie, progrès social) lui semblent nécessaires en raison de « l'immense vide idéologique, politique, spirituel, doctrinal dans lequel nous vivons », alors que se dressent de nouveaux défis comme ceux de la bioéthique et de la communication et il conclut :

Si pour ce grand projet nous retrouvons notre âme commune, si notre volonté de solidarité est éclairée d'un grand courant de fraternité, nous pourrions refonder notre formation dans un enthousiasme sans lequel rien ne sera possible. Alors mes amis nous vivrons une grande aventure⁷².

Mais il se tient en retrait : alors qu'il a toujours été président de la fédération CDS du Nord, une des plus importantes en nombre de militants, il cède la place à Marc-Philippe Daubresse pour Force démocrate. Toutefois, il participe à des groupes de travail (insertion des jeunes, intégration) et encore, à la fin de sa vie, lors d'une rencontre organisée par Denis Vinckier, il adjure, une nouvelle fois, François Bayrou, devenu président de la Nouvelle UDF⁷³ en 1998, de ne céder devant rien ni personne afin que le centre d'inspiration chrétienne demeure lui-même⁷⁴. Cette démarche est conforme à tous ses engagements antérieurs.

B Des engagements courageux et avant-gardistes : un homme politique à l'écoute de son temps

Son adhésion au parti, du MRP à la nouvelle UDF, ne l'empêche pas de garder son indépendance et sa liberté d'esprit.

-La décolonisation. AD et le MRP septentrional ont une approche ouverte de la question coloniale. Il apprécie le discours de Thionville de Robert Schuman (22 juin 1950) qui évoque l'indépendance de la Tunisie, évolution qui devrait s'étendre à tous les territoires au sein de l'Union française⁷⁵. Son séjour au Maghreb en 1940-1942 a sans doute contribué à son ouverture d'esprit et à sa sensibilité sur cette question, renforcées plus tard par la

⁷¹ Entretien avec Denis Vinckier, 11 décembre 2018.

⁷² Archives Diligent, DIL DEC 5 SO 01 F 01 (un seul carton) et *Démocratie Moderne*, n° 809, novembre 1995. Dans son intervention, il demande un retour à l'équilibre budgétaire, plaide pour les emplois de proximité, rend hommage aux trois « membres les plus exposés » du gouvernement Juppé : Jean Arthuis (Finances), Jacques Barrot (Affaires sociales), François Bayrou (Education nationale). Fidèle à ses convictions, il déclare également : « Nous devons irrésistiblement aller vers un système où de larges secteurs d'activité sont conditionnés par les besoins sociaux et non par la seule loi du profit ».

⁷³ Cf. Julien Fretel, *Militants catholiques en politique. La nouvelle UDF...*, *op. cit.*.

⁷⁴ Denis Vinckier, *op. cit.*, p. 43.

⁷⁵ *La charrue et l'étoile*, *op. cit.*, p. 158.

forte présence de travailleurs nord-africains dans la région du Nord, dans la métropole lilloise et notamment à Roubaix parmi lesquels l'influence politique du mouvement nationaliste va crescendo.

- **L'Algérie**⁷⁶. Au cours de ce conflit de décolonisation, la pratique de la torture le révolte très tôt et le détournement de l'avion de Ben Bella l'indigne. Bientôt, il entre en contact avec Messali Hadj (MNA), qu'il a connu au temps du MTLD, après la Toussaint rouge afin de dialoguer et de trouver une solution pour l'Algérie avec les Algériens eux-mêmes, en insistant sur la prise en compte de la pluralité des forces politiques algérienne sans privilégier le FLN (comme le fait le gouvernement et une bonne partie de la gauche) alors que Messali Hadj souhaite l'indépendance dans le cadre d'un Commonwealth à la française. Cette option est peut-être liée au fait que les messalistes dominent parmi les travailleurs algériens présents dans le Nord ou dans le Borinage belge et que de multiples affrontements meurtriers les opposent aux partisans du FLN, à tel point qu'AD demande au ministre de l'Intérieur de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs immigrés⁷⁷. Il est également en rapport avec des proches d'Edmond Michelet, ministre de la Justice dans le gouvernement Debré : la journaliste anticolonialiste Claude Gérard, l'historien Joseph Rovin. Il rencontre en juillet 1959, Olivier Guichard, membre du cabinet de la présidence de la République. Il effectue plusieurs séjours en Algérie en 1959 et sans doute un en 1961 où il aurait vu des chefs de Wilaya.

Favorable à une indépendance négociée et solidaire, comme l'est le groupe Rénovation démocratique, il est plus hardi sur cette question que Jean Lecanuet qui parle d'une « politique d'évolution sans abandon ». Dans l'ensemble, le MRP est plus ouvert aux réalités de l'Islam qu'à celles du nationalisme asiatique et adopte une attitude plus libérale sur le problème algérien, même si plus tard le CD ou les réformateurs accueilleront des élus comme Max Lejeune ou Roland Boudet qui étaient très attachés à l'Algérie française...

La situation des Harkis, de la masse des musulmans sans uniforme qui se sont compromis pour la France l'inquiète également et l'après-indépendance de l'Algérie le préoccupe : en avril 1961, il propose avec André Davoust (député MRP de la Mayenne) la création d'un service civil volontaire dans la coopération qui devrait contribuer au « développement économique, social et culturel de la jeune République en collaboration étroite et amicale avec la France ». Cette proposition inspirera la loi sur le service de la coopération qui entre en vigueur en 1965. Il participe à la création d'un comité local de l'association France-Algérie. Son désaccord avec Bidault sur l'Algérie, ne l'empêche pas de le respecter jusqu'au bout pour sa fidélité à ses convictions auxquelles il « sacrifia sa carrière, ses amitiés, son confort intellectuel et matériel »⁷⁸. Ses prises de position sont à mettre en rapport avec la volonté de générosité à l'égard du Tiers Monde exprimée dans les congrès MRP [Dijon, 1962 ; La Baule 1963, même si certains responsables ne sont pas d'accord, comme Rémy Montagne, élu de l'Eure] et plus précisément avec l'ouverture au monde d'AD qui est membre du centre des citoyens du monde du nord de la France⁷⁹.

- **L'élection du président de la République au suffrage universel**. Après avoir lu les écrits d'André Philipe, cette réforme lui semble pertinente. Contrairement à nombre de ses amis politiques, comme Pierre Henri Teitgen, il a compris l'intérêt de cette démarche de démocratie directe, proposée par le général de Gaulle en 1962, pour laquelle il se prononce au sein du comité directeur du MRP mais il se soumet à la décision majoritaire qui préconise le non au référendum. Au congrès de la Baule en 1963, Jean Lecanuet dénonce « le pouvoir personnel, la monocratie paternaliste qui tient de l'Empire ». En 1976, dans son rapport sur les institutions au congrès de Rennes (mai 1976), AD se prononce pour un véritable régime présidentiel (sans responsabilité du gouvernement ni droit de dissolution) avec élections le même jour et pour la même durée (5 ans) du président

⁷⁶ Cf. Jean-René Genty, « André Diligent : une voie pour l'Algérie », *Actes de la 1^{ère} journée d'étude André Diligent*, *op. cit.*, p. 35-58.

⁷⁷ Question orale sans débat n° 13096, 5 décembre 1961, cité par Jean-René Genty, *op. cit.*, p. 51.

⁷⁸ *La charrue et l'étoile*, *op. cit.*, p. 161 et 91. Sa compréhension à l'égard de « l'attitude complexe » du colonel de La Rocque, « figure controversée » est un autre exemple qui le distingue du discours dominant (Bruno Béthouart, « Les origines d'un engagement... », *op. cit.*, p. 26.

⁷⁹ Le thème de la 3^{ème} journée d'étude André Diligent (2014) était *André Diligent, citoyen du monde*.

de la République et de l'Assemblée nationale dont le pouvoir d'initiative serait renforcé ; il préconise la transformation du Conseil constitutionnel en une véritable cour suprême, l'établissement du scrutin proportionnel afin d'atténuer les dangers de la bipolarisation, conséquence d' « un scrutin de gladiateurs » qui coupe la France en deux⁸⁰, une aide officielle des pouvoirs publics aux formations politiques.

- **Les médias**⁸¹. Très tôt, ils ont fait partie de ses centres d'intérêt dès l'époque de la Résistance. Il a rassemblé à leur sujet une documentation impressionnante et en est devenu un spécialiste, notamment de la télévision [1960 : amendement (voté) prévoyant l'autorisation préalable du Parlement pour l'introduction de la publicité de marque à la télévision ; 1961 : projet de statut pour la RTF assurant plus d'indépendance, de décentralisation, de gestion démocratique et de contrôle parlementaire ; création, sous son impulsion, d'un conseil de surveillance en 1961; 1965-1967 : membre du comité des programmes de l'ORTF ; 1969-1974 : rapporteur du budget de l'ORTF ; 1970-1974 : rapporteur du budget de la presse ; 1972 : dénonciation du scandale de la publicité clandestine à l'ORTF ; 1965 : un ouvrage, *La télévision. Progrès ou décadence*, Paris, Hachette; 1979-1989 : président de la société Nord Eclair Editions]. Droit à une information plurielle pour tous les citoyens, démocratisation de l'information, garanties démocratiques et libérales encadrant la radio-télévision, sont essentielles pour lui qui estime que le journal est moins une affaire qu'un service public avec des droits reconnus pour les sociétés des rédacteurs. AD se fait hair par ceux dont il dénonce les comportements.

Plus tard, il se bat pour faire de Roubaix « la capitale de la communication en Europe » : l'inauguration en avril 1994 de l'Eurotéléport permet aux entreprises de l'agglomération de se connecter avec le réseau mondial de télécommunication satellitaire.

-**L'écologie**. Son importance ne lui échappe pas. Il la met en rapport avec les écrits de François d'Assise (comme le fait le pape François dans l'encyclique *Laudato Si*) et avec l'action de l'abbé Lemire, créateur des Jardins ouvriers. Selon lui, « la qualité de la vie est un besoin essentiel de la société moderne, elle est un des fondements de « la civilisation humaniste » ; il convient de tendre « vers un mode de vie plus communautaire, plus épanouissant et plus authentique, une nouvelle croissance économe [réduire la vitesse, le gigantisme, augmenter la sécurité dans le travail, privilégier la durée du produit, de récupérer les déchets] »⁸². Au sein du CDS, autour de Philippe Saint-Marc (*Socialisation de la nature*), se développe une campagne pour lutter contre les grandes pollutions, préserver le littoral, sauvegarder les espaces verts urbains, développer les énergies douces, favoriser l'agriculture biologique⁸³. Le CDS inspire la déclaration de l'UDF en vue des élections législatives de 1978 qui entend :

*mettre en œuvre une nouvelle croissance, parce que cet objectif correspond à la fois aux exigences de la crise et aux aspirations des citoyens. Une croissance qui soit plus économe en matières premières, davantage respectueuse de l'environnement (...) et qui privilégie les préoccupations qualitatives*⁸⁴.

-**La démocratie participative**. Dès la campagne électorale municipale de 1977, puis à nouveau en 1983, un patient travail de terrain est réalisé « autour et avec les équipes du Groupement d'action pour la sauvegarde de

⁸⁰ Archives Diligent, DIL 3 DEC 4 S1 F 01 Do 1 101-107.

⁸¹ Voir Coralie Ammeloot, « André Diligent et les médias », *Journée d'étude André Diligent* (Actes de la 1^{ère} journée d'étude André Diligent du 3 février 2012), Lille, Les lumières de Lille, 2013, p. 59-70.

⁸² *La charrue et l'étoile*, op. cit., p. 175 et Coralie Ammeloot, op. cit., p. 69. AD évoque ce sujet dans *Les défis du futur*, Paris, Fayard, 1977.

⁸³ *La Charrue et l'étoile*, p. 175 et Archives Diligent, DIL 3 DEC 4 S1 F05-06 Do 3 I 04.

⁸⁴ *Pouvoirs*, n° 9, 1979, cité par Valérie Lion, op. cit., p. 214.

Roubaix (GAR) ... jetant les bases d'une organisation participative exemplaire⁸⁵. Maire, il met en place des comités de quartiers qui « sont dotés de véritables moyens de fonctionnement et seront dans certains cas de véritables contre-pouvoirs »⁸⁶.

C L'engagement électoral (simple et rapide évocation en raison de la communication de Christophe Bellon portant).

-local

En 1947, à 28 ans, il est élu conseiller municipal sur la liste socialo-centriste conduite par Victor PROVO et, à ses côtés, il sera réélu sans discontinuer jusqu'en 1977, occupant les fonctions d'adjoint au maire à la jeunesse et aux sports (1949 et 1953), aux affaires économiques et sociales (1965-1977).

Conseiller régional de 1972 à 1977 puis de 1986 à 1989, maire de 1983 à 1994, après avoir échoué en 1977 (47%), il redevient simple conseiller municipal de 1994 à 2001, cumulant parfois ces fonctions avec celles de conseiller communautaire (1983-1989, 1994-2001)

-national

Député (1958-1962).

Sénateur de la Communauté (1959-1961).

Sénateur (1965-1974). La répugnance au conflit l'a sans doute, en partie, conduit au Sénat dont il apprécie l'atmosphère de courtoisie, la sagesse des élus qui ont accumulé une expérience dans les mandats locaux et sont des pragmatiques. « A l'Assemblée, on s'excite ; au Sénat, on médite » aime-t-il à dire. (RL CR 44). Comme Jean Lecanuet, AD est très attaché au rôle que doit jouer la Chambre haute. Il y retourne entre 1983 et 2001, siège au sein du groupe Union Centriste qui est assez puissant pour faire élire au « plateau », en 1992, René Monory contre Charles Pasqua (RPR).

Député européen (1979-1984). Il s'est impliqué totalement dans la campagne électorale, critiquant vivement les gaullistes et leur leader Jacques Chirac pour ses déclarations sur le parti de l'étranger.

Une relative marginalité par rapport au discours dominant dans sa mouvance politique, une certaine capacité d'anticipation et une grande rectitude dans l'exercice de ses différentes fonctions lui confèrent...

III Un positionnement original

A Ferveur et lucidité d'un humaniste chrétien

Sa foi semble inébranlable⁸⁷. C'est un héritage familial et une option personnelle assumée.

⁸⁵ Denis Vinckier, *op. cit.*, p. 61.

⁸⁶ Pascal Deren, « André Diligent et la foi », *2^e Journée d'étude André Diligent*, Lille, Les Lumières de Lille, 2014, p.137-147, p. 142.

⁸⁷ Cf. Pascal Deren, *op. cit.*.

Celui dont le mariage en 1948 a été béni par le pape Pie XII a une lecture généreuse et optimiste de l'Évangile. Hostile au cléricisme, il est volontiers critique à l'encontre de la hiérarchie ecclésiale [il n'oublie pas la condamnation du Sillon ni les sanctions contre l'abbé Lemire], devant l'attitude de la majorité des chrétiens, en retard ou mal positionnés sur bien des questions⁸⁸. Catholique pratiquant, sans ostentation (contrairement à son père) - sa foi reste du domaine de l'intime -, il participe ponctuellement au groupe de spiritualité des parlementaires français. Le texte des *Béatitudes* est son point d'ancrage spirituel essentiel : générosité, esprit de dialogue, sensibilité à l'injustice, importance du pardon. Pour reprendre les formules de Pascal Deren, « sa foi est plus humaine que théologique », pour lui, « le Christ est un chemin, il n'est pas un dogme »⁸⁹.

Humaniste d'inspiration chrétienne, très influencé par Etienne Borne, il est attaché à la dignité et à la liberté de la personne humaine d'où son appartenance au mouvement « Economie et humanisme » (1941-2007) - association catholique qui a développé le concept d'économie humaine visant à promouvoir une civilisation solidaire, orientée vers les plus faibles et consciente des enjeux écologiques – et ses multiples combats : pour la justice, pour les droits de l'homme (interventions en faveur des dissidents⁹⁰, des Polonais soumis à l'état de siège ou des chrétiens d'Orient, des disparus et des tués en Argentine ou au Chili), contre la torture, contre la faim dans le monde. Son empathie pour le « malheur innocent », son engagement à côté d'Emmaüs et d'ATD Quart Monde, sa proximité avec l'abbé Pierre, le père Joseph Wresinski et Geneviève Antonioz-De Gaulle, mais aussi le père Guy Gilbert ou sœur Emmanuelle⁹¹ ne sont pas étonnants, tout comme son action pour les handicapés, cause qui le concerne personnellement⁹².

Il entend faire de la politique et tenir compte des réalités, sans perdre de vue les exigences d'une action inspirée par l'Évangile que partage une partie du capitalisme septentrional, notamment à Roubaix où demeure un capitalisme familial, imprégné de catholicisme social, avec le sentiment d'une certaine responsabilité morale et sociale. Mais il insiste sur la distance qui sépare Eglise et politique :

*La vocation de l'Eglise et la vocation politique sont de deux ordres distincts. Les valeurs qui les inspirent peuvent se rejoindre. Leurs domaines d'action ne se confondent pas*⁹³.

Le personnalisme communautaire de Marc Sangnier implique le refus de l'hégémonie du politique, la recherche d'une démocratie authentiquement vécue, l'attachement à la famille, cadre privilégié de l'épanouissement de l'individu (d'où ses demandes réitérées pour un minimum vital familial, pour le financement du logement social) qui va de pair avec sa responsabilisation. Face à la misère, il faut aider les personnes à se prendre en main et mener une action volontariste au niveau des pouvoirs publics.

Son honnêteté et la dimension éthique qu'il attache à l'action politique sont aussi caractéristiques de sa personnalité. Ainsi, il reconnaît qu'il aurait voté contre la loi Veil, mais il s'incline devant son adoption, tout en

⁸⁸ Bruno Béthouart, préface à *La charrue et l'étoile*, *op. cit.*, p. 7.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 146.

⁹⁰ En mai 1985, il intervient auprès de Mikhaïl Gorbatchev en faveur de l'intellectuel Vadim Kozovoi. Il milite pour le boycott des JO de Moscou [Archives Diligent, DIL 3 DEC 4 S01 F05 –F06, D01-D02].

⁹¹ Il s'efforce d'être présent à Roubaix, le 17 octobre, pour la Journée du refus de la misère. (Denis Vinckier, *op. cit.*, p. 73),

⁹² Fondateur avec Madame Thome-Patenotre et le docteur Dalbos du groupe d'études sur les problèmes de l'Enfance inadaptée. Intervention au congrès de l'Association nationale des directeurs d'établissements et services pour inadaptés (ANDESI) (11-12 mai 1978). *Ibid.* Archives Diligent..

⁹³ *Démocratie Moderne*, n° 171, mai 1980, cité par Pascal Deren, *op. cit.*, p. 145.

s'efforçant d'en atténuer les effets. Ainsi, dans une Tribune du *Monde*, du 30 août 1986, il dénonce les procédés frauduleux utilisés par les partis pour se financer et demande l'introduction de leur financement public⁹⁴.

« *Mon engagement politique est un sacerdoce, une mission permanente, une pénitence de mes péchés de jeunesse* » : cette déclaration d'AD signifie don de soi, déni de l'intérêt personnel et rappelle que chez de nombreux responsables centristes, la politique s'apparente à un devoir, à « un apostolat, ou un sacerdoce »⁹⁵. Comme l'écrit Rémy Lefebvre, AD « entretient un rapport original au politique, pétri de moralisme, de valeurs catholiques et de philanthropie ». Il aime à citer Pie X selon lequel « l'action politique est la forme la plus haute de la charité »⁹⁶.

B Tolérance, (ré) conciliation, rassemblement

Homme de principe, profondément moral, mais inflexible sur certaines questions, AD est un personnage pittoresque, attachant, atypique, qui joue de l'ambiguïté de son affiliation politique.

et mène à Roubaix un travail permanent de dépolitisation. Quand il déclare - « *On ne sait jamais si on a totalement raison, mais on sait si l'on est vraiment sincère et si l'on a su rester fidèle à sa part de vérité* » - ou quand il cite Albert Camus - « On ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche et encore moins selon ce que la droite ou la gauche décide d'en faire »⁹⁷ - , on comprend qu'il doute, qu'il croit moins aux systèmes qu'aux hommes d'où l'importance de quelques conseillers écoutés⁹⁸ et son inclination pour la tolérance et la concertation que l'on voit notamment dans son rapport avec la droite et la gauche.

1*A droite et à gauche, entre la droite et la gauche

AD se sent proche des démocrates-chrétiens de 1848 qu'il présente « entre deux chaises, peut-être, mais toujours debout ! »⁹⁹. Il peut faire siens les propos du docteur Defaux à propos du Sillon : « *Nous ne sommes ni à droite, ni à gauche, mais en avant* »¹⁰⁰. Il est à gauche avec les gens de droite, à droite avec les gens de gauche. Cela n'est pas sans rappeler la formule de Georges Bidault à propos du MRP qui entend « Faire une politique de gauche avec des électeurs de droite »¹⁰¹. Il croit au progrès, ce qui le situe à gauche, mais il doute que le capitalisme et le marxisme puissent unir longtemps les hommes sur les seules solidarités d'intérêt ou de classe¹⁰².

Le souvenir de l'union, par delà les clivages, dans un combat commun au temps de la Résistance (EC, 104), évoqué par Jacques Maritain en octobre 1943 (EC, 105) est important pour lui. Il regrette « le malentendu cruel qui depuis un siècle et demi a tourmenté la conscience française, prise entre sa tradition chrétienne trop souvent confondue avec une politique réactionnaire, et sa tradition révolutionnaire trop souvent confondue avec une destructive philosophie de la vie ». Il aime à citer Gilbert Cesbron à propos de la création du MRP : « Voilà,

⁹⁴ Citée par Coralie Ammeloot, *op. cit.*, p. 75.

⁹⁵ B. Rocher et V. Lion Rocher, *op. cit.*, p. 103.

⁹⁶ Rémy Lefebvre, *op. cit.*, p. 25.

⁹⁷ *La charrue et l'étoile*, *op. cit.*, p. 91 et p. 202.

⁹⁸ comme Jules Clauwaert, journaliste à *Nord Eclair*, Claude Beaufort, journaliste à *La Croix du Nord* ou le professeur Ribet.

⁹⁹ *La charrue et l'étoile*, *op. cit.*, p. 30.

¹⁰⁰ Bruno Béthouart, « Les origines d'un engagement, aux sources d'André Diligent », *op. cit.*, p. 19.

¹⁰¹ Georges Bidault, à Charles d'Aragon devant l'église Saint-Pierre de Montrouge (1944 ou 1945).

¹⁰² Cf. « Ce que je crois... », *La Croix du Nord – Pas-de-Calais*, 18 mars 1984, cité par Coralie Ammeloot, *op. cit.*, p. 15.

rien n'est perdu de la générosité et de l'esprit de justice de la gauche ; mais il va s'y mêler cette intégrité, ce désintéressement, cet amour des autres, qui sont la marque de l'Évangile ».

Le tripartisme, qui regroupe les 3 principaux partis, s'impose, selon lui, afin ne pas laisser le pouvoir à la SFIO et au PCF et de ne pas quitter le navire face à l'immensité de la tâche et dans un contexte international très tendu, mais la Troisième Force (entente SFIO, Radicaux, MRP) a ses préférences car elle correspond à l'espoir d'une forme de travaillisme qui se réalise concrètement à Roubaix. Comme Jean Catrice, il a beaucoup de sympathie pour PMF, surtout dans les premiers mois de son gouvernement, mais il est ensuite refroidi quand il ne veut pas s'engager pour la CED. L'impossibilité du travaillisme au niveau national entre 1962 et 1965, comme le montre l'échec de la Grande Fédération avec Defferre, est pour lui une grande déception. Le MRP tend à l'imputer à la SFIO et au blocage relatif à l'aide à l'enseignement privé. Quelques années auparavant, lors de la discussion de la loi Debré, AD a essayé de développer la dialogue à ce sujet dans le cadre des « Carrefours sur la liberté de l'enseignement ».

Dans la métropole, une certaine proximité est évidente avec Pierre Mauroy qui, en 1971, lui a suggéré de rejoindre le P.S. "Je n'avais pas répondu, mais lorsque Guy Chatilliez, l'ancien maire de Tourcoing, a franchi le pas, j'avoue que l'idée m'a traversé l'esprit. Furtivement... ", car il rompt avec le PS quand celui signe le programme commun avec le PCF. Toutefois, il contribue en 1973 à l'élection de Pierre Mauroy à la présidence du conseil régional. Quand AD lui aurait demandé quelle grande peinture socialiste il envisageait d'envoyer à Roubaix pour reconquérir la ville en 1989, le maire de Lille lui aurait répondu : "Qui voyez-vous de plus socialiste à Roubaix qu'André Diligent ? "

Il souhaite atténuer le clivage droite/gauche après 1972 et après 1981, même s'il conquiert la mairie de Roubaix en 1983 après une campagne électorale nettement marquée à droite. Mais aussitôt après, deux postes d'adjoints sont proposés au PS qui décline cette offre. Il entretient des relations amicales avec le leader communiste local Emile Duhamel ainsi qu'avec Marie-Christine Blandin la présidente écologiste du Conseil régional du Nord – Pas-de-Calais¹⁰³. Comme le soulignera plus tard Jules Clauwaerts « *il n'est pas commode cependant pour un responsable politique, de concilier son appartenance loyale à une famille de pensée, avec les impulsions de l'éclairer, voire du franc-tireur, quand il estimait de son devoir de briser des tabous, de bousculer des idées reçues et des conservatismes* »¹⁰⁴.

Ainsi est-il sans doute moins hostile que Jean Lecanuet au recentrage envisagé par Mitterrand en 1985 entre centristes et socialistes. Que pense AD de cette idée d'une transgression des frontières, lui qui a toujours cette « nostalgie travailliste », lui qui, face à la montée du Front national, opère aussitôt la distinction entre extrême droite et socialisme acceptant la démocratie libérale et appelle à voter, dans une élection cantonale à Roubaix en 1985, pour le candidat PS contre celui du FN ? D'ailleurs en 1985, Etienne Borne écrit : « la bipolarisation ou la politique des blocs n'est rien d'autre que la vieillesse d'une politique par pétrification des antagonismes les plus artificiels »¹⁰⁵. On peut penser que son soutien au second gouvernement Chirac n'est guère enthousiaste - Jacques Chirac qui pourtant l'a nommé président de la Commission nationale du DSQ en 1987. Qu'a voté AD au second tour des présidentielles de 1988 ? On sait que ses relations sont mauvaises avec son adjoint RPR, Michel Ghysel, trop à droite mais aussi peut-être trop pressé de lui succéder.

En 1988, nous l'avons déjà signalé, il est approché pour entrer dans le gouvernement de Michel Rocard et les instances fédérales socialistes du Nord évoquent la possibilité d'une fusion de la liste PS emmené par Bernard Carton (député de la 7^{ème} circonscription) et de celle d'André Diligent¹⁰⁶. Travailler avec un Michel Rocard ou

¹⁰³ Entretien avec Denis Vinckier, 11 décembre 2018.

¹⁰⁴ *Nord Eclair*, 5 février 2002.

¹⁰⁵ *La Croix*, 13 avril 1985.

¹⁰⁶ Béatrice Giblin-Delvallet, *La région, territoires politiques. Le Nord – Pas-de-Calais*, Paris, *op. cit.*, p. 151.

un Jacques Delors, animés comme le CDS par un humanisme d'inspiration chrétienne peut en effet être envisagé.

Cela nous rappelle la proximité d'AD avec les chrétiens progressistes et les protestants comme Michel Rocard qui le nomme à la Commission nationale du DSQ, puis au Haut conseil à l'intégration. A cet égard, sa proximité avec Maurice Walker, patron d'origine écossaise, protestant, arrivé à la politique par l'action sociale doit être signalée. Conseiller municipal et conseil général de Lille, sénateur, c'est un bourreau de travail qui a visité toutes les communes du Nord : cette façon de faire n'est pas sans rappeler celle d'AD en tant que maire de Roubaix. De même les deux élus partagent des idées sociales avancées (sensibilité à la parole ouvrière au sein du MRP¹⁰⁷, préoccupations pour le chômage et la sécurité des travailleurs...) ¹⁰⁸.

Cette proximité avec la gauche socialiste soulignée par sa participation durable à une municipalité de Troisième Force va de pair avec un certain antigaullisme, certes, mais aussi avec un anticommunisme fondamental, à notre avis insuffisamment souligné même s'il est moindre que celui de Jean Lecanuet. Il se fonde sur l'hostilité à la lutte des classes, au collectivisme, sur l'attachement aux libertés traditionnelles et à la responsabilité personnelle. « Le collectivisme ne réalise aucun des idéaux de la « révolution communautaire », *l'homo sovieticus* est « l'antithèse de la personne » (réf ?). En outre, l'anticommunisme devient une des composantes majeures de l'idée européenne qui rejette l'athéisme, le totalitarisme. Il s'engage en faveur des dissidents du bloc de l'Est et du boycott des JO de Moscou (1980). Toutefois, est-il sans doute à l'unisson de bien des militants qui sont proches des catholiques de gauche ou des militants socialistes, et ressentent avec les communistes une certaine proximité dans l'aide aux plus pauvres¹⁰⁹. Il accepte volontiers la collaboration avec la gauche socialiste dans une perspective travailliste, mais il n'a jamais été favorable au positionnement des socialistes alliés aux communistes et s'est montré, comme le CDS un adversaire résolu du Programme commun (étatisation, bureaucratisation). Il n'a pas répondu à l'appel de nombreux socialistes lui demandant de soutenir François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1974 et il s'oppose fermement à lui en 1981 car, à chaque fois, il estime que ce dernier, en cas de victoire, serait soumis au contrôle du PCF¹¹⁰. Peut-être avait-il raison en 1974, mais il se trompait en 1981. En 1988, lors des élections législatives, il soutient victorieusement dans la 8^{ème} circonscription (qui comprend de nombreux électeurs roubaisiens) le candidat socialiste dissident et ouvert au centre Gérard Vignoble maire de Wasquehal, qui l'emporte sur le candidat du PS, Alain Faugaret, député sortant, maire de Wattrelos¹¹¹. A Roubaix, ce positionnement original, entre la gauche et la droite, est favorisé par la porosité des frontières politiques, elle-même propice à un certain apolitisme.

2* Apolitisme revendiqué à Roubaix dans l'espoir de rassembler¹¹²

Son slogan pour les élections municipales de 1989 « Mon parti, c'est Roubaix » parle de lui-même. Au nom de la nécessaire mobilisation de tous au service de la ville, il refuse les clivages partisans et ne place jamais les relations avec les habitants ou ses collaborateurs sur un plan politique mais sur le mode de la personnalisation.

¹⁰⁷ qui sut attirer les minorités protestantes (Alsace, Drôme), même si la majorité des protestants français lui demeurât étrangère.

¹⁰⁸ Bruno Béthouart, *Le MRP dans le Nord – Pas-de-Calais 1944-1967*, Dunkerque, Westhoek - Editions des Beffrois, 1984, p. 135.

¹⁰⁹ Alain Gauduffe, *op. cit.*, p. 68.

¹¹⁰ Article d'André Diligent dans *Démocratie Moderne*, 7 mai 1981, cité par Coralie Ammeloot, *op. cit.*, p. 97.

¹¹¹ Béatrice Giblin-Delvallet, *La région, territoires politiques. Le Nord – Pas-de-Calais*, *op. cit.*, p. 131.

¹¹² Ce paragraphe tire l'essentiel de son information des écrits de Rémi Lefebvre, dont plusieurs citations sont extraites : « La fabrique du consensus. Politisation et dépolitisation du jeu politique municipal », *Roubaix. 50 ans de transformations urbaines et de mutations sociales*, Michel David, Bruno Duriez, Rémi Lefebvre, Georges Voix (éds), Villeneuve-d'Ascq, Septentrion, 2006, p. 85-96 ; « Le métier de maire à Roubaix. Etude d'un apprentissage à travers la succession d'André Diligent (mai 1994-juin 1995) », *Les Cahiers de Roubaix*, n° 4, 1999 *op. cit.*, p. 37, 40-42, 45.

Cet apolitisme est une rémanence de l'ambition travailliste de la Libération et surtout de la Troisième Force, élément marquant de la culture et de la tradition politiques locales¹¹³.

Arrivé au pouvoir avec une équipe de droite, à l'issue d'une campagne où il met en avant des thématiques sécuritaires et dénonce le laxisme financier socialiste, il développe très rapidement une rhétorique à politique et entretient un climat de courtoisie au sein du conseil municipal. Il propose deux postes d'adjoints au PS. En 1985, il soutient aux cantonales un PS contre un FN. Mais il pense que la bourgeoisie roubaisienne le soutient principalement par anti-socialisme. Sa victoire peut être considérée comme une réactivation du compromis social de l'après-guerre (1947-1977) après la parenthèse de l'union de la gauche (1977-1983) dont la gestion du maire Pierre Prouvost, plus modernisateur que protecteur, a été perçue comme une transgression par rapport à la tradition locale, le maire n'apparaissant plus comme le garant du consensus. Les succès d'AD en 1983 et 1989 ne font pas de Roubaix une ville de droite, elles sont dues à sa personnalité et à son action qui font qu'il n'est pas l' élu des seuls beaux quartiers¹¹⁴.

Le « diligentisme » relève d'un art consommé du consensus et de la « dé-conflictualisation » dans l'ancienne cité symbole de la lutte des classes !

AD incarne la pérennité de la tradition centriste et cultive rapidement un apolitisme qui lui permet d'élargir son électorat. Ce faisant, il acquiert une stature de conscience politique, de grand commandeur de l'identité locale qui lui confère une légitimité transcendant les clivages.

AD est conscient des avantages que lui procure cet apolitisme qu'il rapporte au bien commun et qui va jusqu'à une certaine dépolitisation à laquelle contribue le CDS local qui tempère les ardeurs de la majorité et joue un rôle pacificateur. Son apolitisme à Roubaix, son identité politique diffuse lui confèrent un rôle d'arbitre et lui permettent de rassembler la population

3*La dialectique du rassemblement

a) Problème des relations avec De Gaulle qui lui aussi prétendait rassembler les Français

« Je considère De Gaulle comme le plus grand homme du siècle, et de loin »¹¹⁵. AD n'a jamais été un antigauilliste primaire et se montre souvent moins antigauilliste que la ligne développée par les partis centristes et des leaders comme Lecanuet ou Abelin. Il fait la distinction entre le Général et les gaullistes, type Sanguinetti, qu'il n'apprécie guère. En revanche, respect et estime réciproques caractérisent ses relations avec Edmond Michelet et Maurice Schumann même s'il ne les suit pas dans leur volonté de suivre De Gaulle à tout prix ; en outre, son échec aux élections sénatoriales de 1974 à cause du second n'est jamais passé. Il y a avec De Gaulle quelques points de convergence et tout d'abord, sur le plan personnel, le partage de la même foi, le fait d'être tous deux le père d'une enfant handicapée ou encore la proximité avec Geneviève Antonioz-De Gaulle. Des liens politiques ont également pu exister.

- La municipalité roubaisienne de Troisième Force, emmenée par le socialiste Victor Provo et à laquelle il participe, comprend, jusqu'en 1962, des gaullistes.
- Aux élections législatives de 1958, l'UNR ne lui oppose pas de candidat.
- Proximité sur le plan politique : 1947, De Gaulle déclare à Marc Sangnier : « Vous êtes le père spirituel du MRP, j'en suis le père nourricier ». De Gaulle lui aussi souhaite dépasser l'opposition droite – gauche. Le MRP rêve d'un grand centre qui dépasserait la bipolarisation.
- Proximité sur le plan économique et social : participation, comités d'entreprises conventions collectives, pluralisme syndical.

¹¹³ L'intitulé des listes Troisième Force est significatif à cet égard : 1959 : « Pour l'union et la concorde entre les habitants de Roubaix et pour le bien de la cité » ; 1965, 1971 : « Liste républicaine d'action sociale et municipale ».

¹¹⁴ Béatrice Giblin-Delvallet, *La région, territoires politiques. Le Nord – Pas-de-Calais, op. cit.*, p. 152.

¹¹⁵ La charrue et l'étoile, *op. cit.*, p. 129.

Mais les divergences sont profondes dans plusieurs domaines fondamentaux.

*Différences des conceptions constitutionnelles : AD désire plus de pouvoir pour le Parlement, plus de reconnaissance pour les partis politiques, plus d'autonomie de la radio-télévision d'Etat par rapport au pouvoir.

*L'arme nucléaire : européen convaincu, AD est réticent à une approche uniquement française de cette question.

*Rapports avec USA : AD qui n'oublie ni 1917 ni 1942, est favorable à l'alliance atlantique mais il est pour une Europe forte face aux USA.

*Lors du referendum de 1969, AD est certes favorable à la participation, à la décentralisation mais elle est « travestie » par le gouvernement pour reprendre la formule de Jean Lecanuet, et, comme lui, il est attaché aux prérogatives du Sénat, d'où son vote négatif. Pourtant, un peu à l'instar des propositions de De Gaulle et de Pierre Mendès France (*La République moderne*, Paris, Gallimard, 1966), il a souhaité que la Haute Assemblée regroupe les forces vives de la nation, représentant les groupes sociaux, économiques et professionnels¹¹⁶. Peu après, il semble moins défavorable que Lecanuet ou Abelin à l'ouverture préconisée par Pompidou ;

*L'Europe : AD la voudrait plus intégrée et plus puissante mais il estime que l'on caricature les idées De Gaulle sur l'Europe sont caricaturées et que les gaullistes les instrumentalisent.

b) L'engagement européen pour rassembler dans la construction de la paix et de l'unité

Les catholiques ne sont pas les seuls à souhaiter la construction d'une Europe unie, mais c'est un de leurs grands objectifs. Cette ambition est conforme à la foi d'André Diligent et à son bagage idéologique. La foi des démocrates d'inspiration chrétienne est attachée à la paix, une paix rendue possible par le dépassement des rivalités nationales, une paix respectueuse de la personne humaine que permettrait l'union de l'Europe. Les catholiques sociaux qui font partie de son panthéon la partageaient déjà : Lamennais (*L'Avenir*), Buchez (*L'Européen*), Marc Sangnier (Congrès de Bierville), jugeaient que la construction de l'Europe devrait améliorer les rapports entre les individus ainsi qu'entre les nations par l'application des usages des démocraties libérales (arbitrage, égalité). L'action des démocrates chrétiens en faveur de la construction européenne est encouragée par Pie XII qui voit dans l'Europe unie la condition du salut de la civilisation chrétienne occidentale¹¹⁷. AD, conformément au personnalisme communautaire, estime que l'homme d'aujourd'hui devrait avoir une triple citoyenneté, française, européenne et mondiale.

Sans doute a-t-il assisté au congrès de Lille du MRP, en 1954, où Jean Lecanuet avait fait un exposé remarqué sur la nécessité de la construction européenne. Pour AD, l'Europe, respectueuse des cultures et des patries, est un moyen de se dépasser, d'affronter les défis de l'avenir, de discipliner les multinationales et elle constitue l'espoir du tiers-monde.

Député européen de 1979 à 1984, il s'investit notamment dans les problèmes de sécurité et de défense qu'il évoque dans un article du *Monde* du 30 octobre 1978 où il explique comment « la politique de défense française débouche inmanquablement sur la dimension européenne » : la France doit définir clairement la menace à laquelle elle entend faire face avec ses armes nucléaires, préciser le degré de solidarité militaire nucléaire qu'elle est prête à consentir à ses voisins européens, contribuer à l'élaboration du pilier européen de l'Alliance atlantique. Le PPE, dont il est un des principaux responsables, publie un texte, fruit des réflexions de groupes de travail qu'il a animés pendant plusieurs mois. Des institutions communautaires plus efficaces avec une véritable constitution, une politique économique et sociale véritablement solidaire et soucieuse de l'environnement, le renforcement de la sécurité intérieure et extérieure des citoyens européens, la prise en charge

¹¹⁶ *Forces Nouvelles*, 29 avril 1966, cité dans Coralie Ammeloot, *op. cit.*, p. 40-43.

¹¹⁷ L'Europe est aussi une idéologie de substitution au catholicisme social comme l'indique Etienne Borne lors du congrès du MRP de Lille en 1954 : « Nous sommes le parti de l'Europe. L'Europe est notre façon de refuser un retour au passé. C'est notre légitime revanche des échecs et des difficultés rencontrés dans notre politique sociale ».

de tâches concrètes (l'Europe du quotidien, le tunnel sous la Manche = tunnel de l'Europe) par l'assemblée de Strasbourg, l'approfondissement des rapports de cette dernière avec les parlements nationaux - question sur laquelle son collègue et ami belge Charles-Ferdinand Nothomb a mené un certain nombre de réflexions - sont autant de sujets qui lui sont chers¹¹⁸. En 1992, il milite ardemment en faveur du oui au traité de Maastricht notamment en intervenant au Sénat le 10 juin. Evidente est sa proximité avec Jacques Delors qui reconnaît lui-même que son action à la présidence de la Commission de Bruxelles « a été accomplie en relation avec sa foi »¹¹⁹. D'ailleurs, AD a confié à Bruno Béthouart que si l'ancien militant CFDT avait été candidat à l'élection présidentielle de 1995, il aurait voté pour lui¹²⁰.

C L'enracinement local

1*Un maire qui se donne à sa ville

Cette personnalité chaleureuse et impressionnante, à l'accent marqué entretient une relation de proximité avec la population et le tissu associatif. Il pense qu'il faut « Frapper au cœur pour obtenir le dépassement »¹²¹.

Son attachement à Roubaix lui confère une grande popularité qui s'appuie sur un apolitisme et un particularisme revendiqués, un particularisme teinté d'anti-parisianisme et d'une certaine dépréciation de la politique nationale souvent agitée par des luttes stériles. Sa victoire en 1983 doit plus à son image de guide, à sa bonhomie et à ses idées démocrates-chrétiennes qu'à son étiquette politique (Union RPR-UDF)¹²². D'ailleurs sa campagne électorale, très à droite, est coiffée par le slogan « D'abord Roubaix » commune à laquelle il va consacrer toutes ses forces comme il le dit dans une interview à *Nord Eclair* le 4 avril 1992 :

Je suis entré à la mairie comme on entre en religion. Je couche avec Roubaix, je mange avec Roubaix, je me lève avec Roubaix. Je n'ai pas d'autres divertissements au sens pascalien du terme.

Selon René Vandierendonck, « il a sublimé dans l'engagement politique une vie personnelle pas marrante » et Rémi Lefebvre note finement que « Face à ce don de l' élu en apparence gratuit, le vote peut apparaître comme un contre-don pour des électeurs qui deviennent moralement obligés, endettés envers l' élu »¹²³.

A Roubaix, maire, il voit le concret (des murs qui poussent) beaucoup plus qu'à Paris en tant que parlementaire (du papier). Au-delà de sa ville, c'est aussi sa région natale qu'il entend défendre. Au Sénat, dans de multiples interventions, il demande l'harmonisation d'une politique de grands équipements avec la Belgique, la construction d'un tunnel sous la Manche et s'oppose à la surtaxation de la production des bières. Le 13 juin 1967, il interpelle le gouvernement sur les difficultés du bassin sidérurgique de la Sambre, sur le devenir des

¹¹⁸ Denis Vinckier, *op. cit.*, p. 85, 87, 90, 91.

¹¹⁹ Jacques DELORS, *Mémoires*, Paris, Fayard, 2006 ; Jacques Delors, *L'Unité d'un homme*, Entretiens avec Dominique Wolton, Paris, Odile Jacob, 1994, cité par Jacques Barrot et Christophe Bellon, *De l'indignation à l'engagement. Foi et politique*, *op.cit.*, p. 51.

¹²⁰ Entretien avec Bruno Béthouart, novembre 2018.

¹²¹ Cl. Beaufort, « Intègre et cordial Diligent », *Nord-Magazine*, 1972.

¹²² Yves Lacoste, *Géopolitique des régions françaises*, tome I: *La France septentrionale*, Paris, Fayard, 1986, chapitre I : « Une originalité politique française » par Béatrice Giblin-Delvallet, p. 105. Béatrice Giblin-Delvallet, *La région, territoires politiques. Le Nord – Pas-de-Calais*, *op. cit.*, p. 64.

¹²³ Rémi Lefebvre, « Le métier de maire à Roubaix... », *op. cit.*, p. 19 et 27.

Houillères, sur la restructuration de l'industrie textile. En 1973, il vote pour Pierre Mauroy pour être président du conseil régional, par amitié personnelle et solidarité locale.

2*Un maire qui réactive la conscience communale

Cette réactivation s'opère à travers la rhétorique qui s'appuie sur l'histoire (légendaire), sur l'invention permanente de la population comme entité collective (caractérisée par le patriotisme, l'ardeur au travail, l'esprit d'entreprise), sur le refus de la dilution de Roubaix dans un grand espace lillois. Pour lui, « les villes ont une âme [...] et] l'épopée roubaisienne ne sera jamais compatible avec celle de Lille ». Son discours consensuel est pétri de localisme avec une représentation de Roubaix comme « une petite patrie dont AD est le capitaine », une cité dont il aurait aimé pouvoir écrire une histoire¹²⁴ et qu'il évoque avec affection dans la préface de l'ouvrage d'Yves-Marie Hilaire, *Histoire de Roubaix*¹²⁵.

Ainsi met-il à l'honneur Louis Loucheur, roubaisien, patriote, reconstruteur, législateur social et partisan de l'Europe. Ainsi combat-il pour le renforcement du versant nord-est de la métropole. En octobre 1985, il occupe la préfecture, avec les maires de ce versant soutenus par l'opposition de droite à la CUDL, développant ainsi une stratégie de visibilisation et de politisation des problèmes de territoire. Après 1989, le débat s'apaise mais, en 1994, il fait voter un amendement instituant la représentation intégrale des communes à la communauté urbaine de Lille, malgré l'opposition de Pierre Mauroy auquel il recommande de respecter la maxime de Jacques Maritain : distinguer pour unir¹²⁶.

3*Un maire qui rassemble : l'arbitre et le chef d'entreprise qui agit en faveur d'une « intégration tolérante »¹²⁷

Son apolitisme, déjà évoqué, y contribue mais en outre, il se dépense sans compter pour soigner « une ville en déclin et en état d'urgence ». Ce faisant, il se considère comme « à la tête d'une véritable entreprise » et est « un acteur économique majeur » et façonne « les représentations légitimes de la fonction de maire en les objectivant dans des discours et des pratiques ». La ville et l'Etat supplée une industrie défaillante ; pouvant moins compter sur des syndicats affaiblis, la ville s'appuie sur le tissu associatif, sur la participation effective des citoyennes et des citoyens dans tous les cadres de vie et sur l'intégration d'une jeunesse multiethnique. Le maire mène une nouvelle politique urbaine, réhabilite les quartiers défavorisés mais aussi le centre-ville pour rendre à ses concitoyens leur fierté. « La considération envers chacun, le refus du laxisme et le refus de l'angélisme, le bon sens, le cœur, mais aussi la détermination » et encore une approche pragmatique sont, selon lui, les bons procédés pour réussir l'intégration¹²⁸. Il considère le niveau local comme un espace d'intégration intermédiaire entre la situation d'exil et l'assimilation nationale, intégration dont il devient un expert reconnu comme l'illustrent ses différentes responsabilités - président de la Commission nationale du DSQ (1987), vice-président du Conseil national des villes (1989), membre du Haut Conseil à l'intégration qui lui permettent d'être encore mieux entendu en haut lieu. Ainsi après avoir obtenu l'installation de l'école nationale de police de Roubaix-Hem, il s'est battu avec succès pour qu'elle intègre dans ses effectifs des jeunes de l'immigration.

Pour les municipales de 1989, AD éloigne le RPR « dur » Ghysel, et fait figurer sur sa liste Salem Kacet (fils d'ouvrier kabyle, devenu cardiologue réputé) qui devient adjoint au maire, chargé de la Santé et qui incarne l'intégration tolérante. L'édification d'une mosquée est une autre manifestation de l'ouverture envers les

¹²⁴ Denis Vinckier, *op. cit.*, p. 63-64.

¹²⁵ Dunkerque, Editions des Beffrois, 1984.

¹²⁶ C. Ammeloot, *op. cit.*, p. 131-134.

¹²⁷ Ce paragraphe tire l'essentiel de son information de Rémi Lefebvre, « Le métier de maire à Roubaix. Etude d'un apprentissage à travers la succession d'André Diligent (mai 1994-juin 1995) », *Les Cahiers de Roubaix*, n° 4, 1999, *op. cit.*, p. 3, 5 et 7, dont plusieurs citations sont extraites.

¹²⁸ *Administration*, 15 janvier 1991.

musulmans et les Maghrébins.. Les contacts autrefois noués avec les nationalistes algériens messalistes, la connaissance de l'histoire de l'immigration algérienne dans la région, ses prises de position dans le conflit algérien lui ont assuré « un prestige certain dans les milieux algériens de la région de Roubaix », et ont influencé et sans doute facilité son action ultérieure à la mairie de Roubaix¹²⁹.

Conclusion

Chez AD, qui n'est pas un intrigant, il convient de distinguer le fond de la pensée et la reconnaissance pour les gens qui l'ont aidé ou avec lesquels il a collaboré, de tenir compte de sa fidélité à la doctrine et au parti - son légitimisme - qui l'empêche de franchir les frontières politiques. Il est à la recherche du MRP perdu et doit subir le libéralisme de l'UDF, par discipline et du fait du mode de scrutin. En revanche à Roubaix, son apolitisme, son œuvre de dépolitisation et la porosité des frontières politiques lui permettent cette transgression tout en restant lui-même.

On peut admettre, après Bruno Béthouart, qu'à l'image de Jules Catoire, « la foi est la clé d'explication principale » d'AD, une foi plus en acte qu'en déclaration. Pour AD, qui « représente l'un des plus nobles témoins de la mystique démocrate chrétienne, dans le sillage de son père », il s'agit toujours d'être, avec ses amis politiques, « les bons témoins de l'efficacité sociale de [leur] foi sur le terrain démocratique »¹³⁰.

Cela me semble confirmé par ces remarques de Rémi Lefebvre selon lequel « l'apolitisme d'AD résulte d'une certaine culture catholique, imprégnée de moralisme et d'esprit de concorde, d'un habitus censurant le conflit ». « Son rapport au politique – instance qui divise, radicalise les divergences plus qu'elle ne les réduit – est marqué par la contrition, la culpabilité, la quête de la réconciliation, la dénégation du conflit »¹³¹.

Les morts de la rue

Le collectif qui redonne une identité aux «invisibles» décédés dans la rue a invité le public à honorer les 566 victimes recensées en France l'an dernier.

Des prénoms, des âges, des dates de décès... Pendant près de deux heures, ce mardi midi, militants associatifs et anonymes se sont succédé au micro, pour lire le nom – et parfois quelques éléments de l'histoire – des 566 sans-abri (dont 132 à Paris) décédés dans la rue l'année dernière.

La cérémonie, organisée chaque année par le collectif des Morts de la rue depuis 2002, s'est tenue au cœur du square Villemin (X^e) dont les allées avaient été décorées de centaines de petits pots de fleurs (des pensées) au nom des victimes. Sur beaucoup

¹²⁹ Jean-René Genty, *op. cit.*, p. 51 et 55.

¹³⁰ Bruno Béthouart : Jules Catoire ; Béthouart www.amicaleorgMRP

¹³¹ Rémi Lefebvre, *Les Cahiers de Roubaix*, n° 4, 1999, *op. cit.*, p. 54.

d'entre eux, la mention : « homme non identifié » suivie d'un âge approximatif. 50 femmes et 13 mineurs dont 6 âgés de moins de 5 ans . 48 ans l'âge moyen.

« Notre décompte est loin d'être exhaustif », s'empresse de préciser Géraldine Franck, présidente du Collectif des morts de la rue qui regroupe une cinquantaine d'associations. « On estime que le chiffre réel des victimes de la rue est sans doute 4 à 5 fois plus élevé », poursuit-elle en reconnaissant que le nombre de morts « recensés » par le collectif augmente année après année.

La militante associative se félicite de la volonté des autorités de pérenniser à l'année des places d'hébergement ouvertes dans le cadre du plan hivernal. « Ça va dans le bon sens, mais on reste très loin du compte. Macron, et avant lui Sarkozy et encore avant lui Jospin ont tous promis zéro SDF », conclut Géraldine Franck avant de citer l'autre chiffre scandaleux qui ressort de l'hommage du collectif : 48, l'âge moyen auquel sont décédés les morts de la rue.

Une femme est une proie»

« Honorer ces morts, c'est aussi agir pour les vivants », poursuit Sophie, 46 ans dont 20 passé dans la rue et aujourd'hui militante active du Collectif. « Dans la rue, une femme est une proie », explique-t-elle au micro, avant d'aller déposer une rose sur le kiosque à musique du square, en mémoire des « copains disparus ».

« J'en ai perdu 22 en 20 ans » enchaîne Ervé, lui aussi ex-SDF, très actif sur la twittosphère où il a longtemps fait passer les coups de gueule des sans-abri, et « fatigué » de ces hommages qui se succèdent d'année en année. « La rue, ça crève. Tout simplement ! », assène-t-il aux 200 personnes qui assistent à l'hommage dans le square Villemin. Un rendez-vous qui ne sera malheureusement pas le dernier.

Sur les grilles du square, le Collectif a posé une banderole avec les noms des morts de la rue recensés durant les deux premiers mois de 2019. La liste (non exhaustive) comprend 80 noms. 20 d'entre eux sont morts à Paris. « Dont au moins 8 dans le X^e », conclut Alexandra Cordebar, maire (PS) de l'arrondissement en reconnaissant qu'elle préférerait « ne pas avoir à être là ».

Qui s'intéresse à l'Europe des mal-logés ?

Christophe Robert, délégué général, Fondation Abbé-Pierre et Sarah Coupechoux, chargée d'étude Europe, Fondation Abbé-Pierre

Près de 23 millions d'Européens peinent à payer leurs charges de logement, 8 millions vivent dans des logements indignes et plus de 700 000 dans la rue ou des abris d'urgence. La croissance ne profite pas à tous et la crise du logement sévit partout en Europe, notamment pour les 113 millions de pauvres.

Il faut dire que depuis plusieurs décennies les dépenses publiques en faveur du logement au sein de l'Union européenne ont chuté, pour se limiter principalement à des incitations fiscales destinées aux investisseurs privés. C'est seulement depuis peu que le Royaume-Uni ou l'Allemagne commencent à réinvestir dans le logement public, délaissé jusqu'alors. Une réalité que le gouvernement français, qui réduit les moyens dédiés à la construction de logements sociaux et incite à leur vente, ferait bien de méditer.

Car la situation est tendue. Les prix du logement flambent dans les métropoles, et il devient impossible pour une large part des ménages modestes de s'y loger dignement. Les familles désertent les centres-villes, remplacées dans des immeubles entiers par des touristes de

passage. Le nombre de personnes sans abri augmente et les dispositifs d'accueil saturent. Dans les grandes villes d'Europe, la réponse d'urgence devient la norme. Des familles s'entassent dans des dortoirs ou des hôtels, et des tris de plus en plus inhumains s'opèrent entre les plus vulnérables pour déterminer à qui accorder ou non une place. Les États tentent d'éviter les crises sanitaires pendant l'hiver, mais en Europe en 2019, on meurt dans la rue !

À la veille des élections européennes, qui se soucie du droit à un logement décent des Européens et de mettre fin au scandale du sans-abrisme ?

L'Union européenne ne peut se réduire à jouer le rôle de gardienne des politiques d'austérité, elle doit permettre l'amélioration de la qualité de vie du plus grand nombre et la protection des plus vulnérables. C'est pourquoi la Fondation Abbé-Pierre appelle les candidats à s'engager pour une autre Europe.

L'Union européenne doit se fixer un objectif de zéro personnes sans domicile d'ici à 2030. La stratégie visant à accorder un accès direct à un logement digne et durable aux personnes sans abri, même les plus en difficulté, est efficace, à condition de leur accorder un soutien suffisant. Cette politique dite du « Logement d'abord » a déjà été expérimentée et est menée avec efficacité en Finlande. Il faut désormais la généraliser.

D'autant que les investissements dans la protection sociale ne sont pas de vaines dépenses : le mal-logement coûte 196 milliards d'euros par an selon Eurofound. L'Union devrait encourager la production de logements sociaux pérennes et abordables. Pour cela, elle dispose des fonds de cohésion sociale (FSE et Feder), mais elle pourrait aussi créer une Banque du climat pour lutter contre la précarité énergétique, ou encore un livret A européen fléché vers le financement du logement social. Enfin, la Commission a annoncé un futur fonds de garantie InvestEU de 38 milliards d'euros dont 4 milliards devraient être destinés aux investissements sociaux qui pour une part pourraient bénéficier aux populations en difficulté de logement.

Face aux répercussions de la crise financière de 2008, à la montée des euroscepticisms et des nationalismes, l'Union européenne doit relancer ses ambitions sociales et faire la démonstration aux citoyens que le progrès social est déterminant et possible.

La Croix 8 avril 2019

Directeur de la publication

Pierre Méhaignerie

